Parlement européen
2024-2029

Commission du contrôle budgétaire

2024/2024(DEC)

11.2.2025

AMENDEMENTS
1 - 115

Projet de rapport
Joachim Stanisław Brudziński
(PE764.994v01-00)

Décharge 2023: budget général de l'UE – Service européen pour l'action extérieure
(2024/2024(DEC))

Amendement 1
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que le rôle des délégations est de représenter l'Union et ses citoyens dans le monde entier, en développant des réseaux et des partenariats, ainsi que de promouvoir les valeurs de l'Union;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 2
Virginie Joron

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. Considérant les référendums populaires en 2005 qui ont rejeté le traité instituant le SEAE.

Or. fr

Amendement 3
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. relève que 21 (30 %) des 70 opérations examinées comportaient des erreurs, mais que la Cour, sur la base des cinq erreurs quantifiées, estime que le niveau d'erreur est inférieur au seuil de signification;	3. relève que 21 (30 %) des 70***, soit un pourcentage considérable des*** opérations examinées comportaient des erreurs, mais que la Cour, sur la base des cinq erreurs quantifiées, estime que le niveau d'erreur est inférieur au seuil de

signification;

Or. fr

Amendement 4
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. observe que la Cour, dans son rapport annuel relatif à l'exercice 2023, a relevé une erreur quantifiable dans l'un des 13 paiements examinés et a effectué six constatations non quantifiables concernant le SEAE; constate que l'erreur quantifiable concernait un contrat de location signé pour une délégation de l'Union sans qu'une procédure de marché valide n'ait été lancée au préalable; relève qu'en 2023, le SEAE a pris des mesures pour remédier aux deux erreurs quantifiables relevées par la Cour dans son rapport annuel relatif à l'exercice 2022 ainsi que pour éviter de tels problèmes à l'avenir;	4. observe ***avec inquiétude*** que la Cour, dans son rapport annuel relatif à l'exercice 2023, a relevé une erreur quantifiable dans l'un des 13 paiements examinés et a effectué six constatations non quantifiables concernant le SEAE; constate que l'erreur quantifiable concernait un contrat de location signé pour une délégation de l'Union sans qu'une procédure de marché valide n'ait été lancée au préalable; relève qu'en 2023, le SEAE a pris des mesures pour remédier aux deux erreurs quantifiables relevées par la Cour dans son rapport annuel relatif à l'exercice 2022 ainsi que pour éviter de tels problèmes à l'avenir;

Or. en

Amendement 5
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. relève que le budget définitif du SEAE pour l'exercice 2023 était de 821 900 280 EUR, ce qui représente une hausse de 4,45 % par rapport à 2022; observe que le SEAE a également disposé d'un montant de 259,7 millions d'EUR (incluant les recettes affectées et les montants reportés)	5. relève que le budget définitif du SEAE pour l'exercice 2023 était de 821 900 280 EUR, ce qui ***est absolument énorme et*** représente une hausse de 4,45 % par rapport à 2022; observe que le SEAE a également disposé d'un montant de 259,7 millions d'EUR (incluant les recettes

de la Commission pour couvrir les frais administratifs du personnel de la Commission travaillant dans les délégations de l'Union; relève en outre que le SEAE a reçu des contributions forfaitaires supplémentaires pour couvrir les coûts communs du personnel du Fonds européen de développement dans les délégations et les implantations communes, ainsi que d'autres montants perçus au titre de conventions d'implantation commune et d'autres accords; relève que le montant budgétaire total géré par le SEAE en 2023 s'élevait donc à 1 198,2 millions d'EUR (crédits d'engagement), ce qui représente une hausse de 4,8 % par rapport à l'exercice précédent;	affectées et les montants reportés) de la Commission pour couvrir les frais administratifs du personnel de la Commission travaillant dans les délégations de l'Union; relève en outre que le SEAE a reçu des contributions forfaitaires supplémentaires pour couvrir les coûts communs du personnel du Fonds européen de développement dans les délégations et les implantations communes, ainsi que d'autres montants perçus au titre de conventions d'implantation commune et d'autres accords; relève que le montant budgétaire total géré par le SEAE en 2023 s'élevait donc à 1 198,2 millions d'EUR (crédits d'engagement), ce qui représente une hausse de 4,8 % par rapport à l'exercice précédent;

Or. fr

Amendement 6
Tamás Deutsch, Virginie Joron, Julien Sanchez

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. rappelle au SEAE les recommandations de la Cour des comptes, selon lesquelles il est essentiel de durcir les conditions d'octroi de l'aide en Ukraine, lorsqu'il s'agit d'apporter un soutien institutionnel aux entités constitutives du système judiciaire, des services répressifs et de ceux chargés des poursuites judiciaires, d'insister sur les critères concernant l'intégrité et l'engagement en faveur des réformes, et en particulier en ce qui concerne la lutte contre la corruption en Ukraine, en mettant l'accent sur les contributions apportées par l'Union;

Or. en

Amendement 7
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. demande que le mandat du SEAE soit modifié afin de mettre l'accent sur le fait que la politique étrangère est et doit rester de la compétence des États membres qui prennent des décisions collectives à l'unanimité;

Or. en

Amendement 8
Tamás Deutsch, Ondřej Knotek

Proposition de résolution
Paragraphe 5 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 ter. rappelle qu'au titre du traité sur l'Union européenne, l'Union et ses institutions ont pour but de promouvoir la paix, les valeurs de l'Union et le bien-être de ses peuples, de préserver la paix, de prévenir les conflits et de renforcer la sécurité internationale;

Or. en

Amendement 9
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. note qu'en 2023, le taux d'exécution budgétaire des crédits d'engagement s'élevait à 100 %, tandis que	6. note qu'en 2023, le taux d'exécution budgétaire des crédits d'engagement s'élevait à 100 %, tandis que

le taux d'exécution pour les paiements était de 91,9 %, contre 90,6 % en 2022; relève que le délai moyen de paiement était de 13,57 jours, mais constate néanmoins que 8,63 % du montant total a été payé en retard, ce qui a occasionné des intérêts de retard à hauteur de 50 253,91 EUR en 2023; invite le SEAE à poursuivre ses efforts pour accroître le nombre de paiements électroniques et la numérisation des flux de travail, en particulier dans les délégations;	le taux d'exécution pour les paiements était de 91,9 %, contre 90,6 % en 2022; relève que le délai moyen de paiement était de 13,57 jours, mais constate néanmoins que 8,63 % du montant total a été payé en retard, ce qui a occasionné des intérêts de retard à hauteur de 50 253,91 EUR en 2023; invite ***instamment le SEAE à honorer ses engagements dans les délais; invite*** le SEAE à poursuivre ses efforts pour accroître le nombre de paiements électroniques et la numérisation des flux de travail, en particulier dans les délégations;

Or. en

Amendement 10
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. note qu'en 2023, le taux d'exécution budgétaire des crédits d'engagement s'élevait à 100 %, tandis que le taux d'exécution pour les paiements était de 91,9 %, contre 90,6 % en 2022; relève que le délai moyen de paiement était de 13,57 jours, mais constate néanmoins que 8,63 % du montant total a été payé en retard, ce qui a occasionné des intérêts de retard à hauteur de 50 253,91 EUR en 2023; invite le SEAE à poursuivre ses efforts pour accroître le nombre de paiements électroniques et la numérisation des flux de travail, en particulier dans les délégations;	6. note qu'en 2023, le taux d'exécution budgétaire des crédits d'engagement s'élevait à 100 %, tandis que le taux d'exécution pour les paiements était de 91,9 %, contre 90,6 % en 2022; relève que le délai moyen de paiement était de 13,57 jours, mais constate néanmoins que 8,63 % du montant total a été payé en retard, ce qui a occasionné des intérêts de retard à hauteur de 50 253,91 EUR en 2023; invite ***instamment*** le SEAE à poursuivre ses efforts pour accroître le nombre de paiements électroniques et la numérisation des flux de travail, en particulier dans les délégations;

Or. en

Amendement 11
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution

Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. note qu'en 2023, le taux d'exécution budgétaire des crédits d'engagement s'élevait à 100 %, tandis que le taux d'exécution pour les paiements était de 91,9 %, contre 90,6 % en 2022; relève que le délai moyen de paiement était de 13,57 jours***, mais*** constate ***néanmoins*** que 8,63 % du montant total a été payé en retard, ce qui a occasionné des intérêts de retard à hauteur de 50 253,91 EUR en 2023; invite le SEAE à poursuivre ses efforts pour accroître le nombre de paiements électroniques et la numérisation des flux de travail, en particulier dans les délégations;	6. note qu'en 2023, le taux d'exécution budgétaire des crédits d'engagement s'élevait à 100 %, tandis que le taux d'exécution pour les paiements était de 91,9 %, contre 90,6 % en 2022; relève que le délai moyen de paiement était de 13,57 jours***;*** constate ***avec effroi*** que 8,63 % du montant total a été payé en retard, ce qui a occasionné des intérêts de retard à hauteur de 50 253,91 EUR en 2023; invite le SEAE à poursuivre ses efforts pour accroître le nombre de paiements électroniques et la numérisation des flux de travail, en particulier dans les délégations;

Or. fr

Amendement 12
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. relève qu'en 2023, le SEAE a été confronté à des difficultés politiques et financières croissantes, ainsi qu'à des défis en matière de droits de l'homme et d'état de droit; constate que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et ses conséquences géopolitiques ont continué d'être un problème majeur en 2023, ce qui a conduit le SEAE à apporter un large soutien à l'Ukraine, à exercer une pression sur la Russie et à poursuivre son action au niveau mondial pour faire face aux conséquences plus larges de la guerre, y compris la mise en œuvre du plan d'action sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine; relève que le plafond financier de la facilité européenne pour la paix gérée sous	8. relève qu'en 2023, le SEAE a été confronté à des difficultés politiques et financières croissantes, ainsi qu'à des défis en matière de droits de l'homme et d'état de droit; constate que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et ses conséquences géopolitiques ont continué d'être un problème majeur en 2023, ce qui a conduit le SEAE à apporter un large soutien à l'Ukraine, à exercer une pression sur la Russie et à poursuivre son action au niveau mondial pour faire face aux conséquences plus larges de la guerre, y compris la mise en œuvre du plan d'action sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine; ***salue le rôle joué par le SEAE dans la collecte de preuves à l'encontre d'organes et***

l'autorité du HR/VP a été porté à plus de 12 millions d'EUR en 2023, contre 5,6 millions d'EUR auparavant; fait observer que la reprise du conflit israélo-palestinien à la suite de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 a obligé le SEAE à fournir des efforts diplomatiques intenses, à encourager les institutions de l'Union à demander instamment une désescalade régionale, à répondre aux besoins humanitaires et à soutenir les efforts de paix régionaux;	***d'individus soutenus par l'État russe et sanctionnés par l'Union, et impliqués dans la désinformation et la manipulation de l'information pour justifier la guerre d'agression menée par la Russie; souligne la nécessité de doter la division «Communication stratégique et prospective» du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) de ressources suffisantes pour qu'elle puisse lutter efficacement contre les campagnes de désinformation déployées en tant qu'outils stratégiques par des régimes autoritaires et illibéraux;*** relève que le plafond financier de la facilité européenne pour la paix gérée sous l'autorité du HR/VP a été porté à plus de 12 millions d'EUR en 2023, contre 5,6 millions d'EUR auparavant; fait observer que la reprise du conflit israélo-palestinien à la suite de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 a obligé le SEAE à fournir des efforts diplomatiques intenses, à encourager les institutions de l'Union à demander instamment une désescalade régionale, à répondre aux besoins humanitaires et à soutenir les efforts de paix régionaux; ***souligne que l'aide de l'Union et du SEAE doit être mise en cohérence avec les grands objectifs poursuivis dans la région en matière de droits de l'homme et de paix et être assortie de garanties solides permettant de s'assurer que les fonds ne soutiennent pas, directement ou indirectement, des activités terroristes ou violentes; demande que les financements de l'Union destinés à la reconstruction de Gaza ne débutent qu'après la libération de tous les otages retenus par le Hamas;***

Or. en

Amendement 13
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. relève qu'en 2023, le SEAE a été confronté à des difficultés politiques et financières croissantes, ainsi qu'à des défis en matière de droits de l'homme et d'état de droit; constate que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et ses conséquences géopolitiques ont continué d'être un problème majeur en 2023, ce qui a conduit le SEAE à apporter un large soutien à l'Ukraine, à exercer une pression sur la Russie et à poursuivre son action au niveau mondial pour faire face aux conséquences plus larges de la guerre, y compris la mise en œuvre du plan d'action sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine; relève que le plafond financier de la facilité européenne pour la paix gérée sous l'autorité du HR/VP a été porté à plus de 12 millions d'EUR en 2023, contre 5,6 millions d'EUR auparavant; fait observer que la reprise du conflit israélo-palestinien à la suite de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 a obligé le SEAE à fournir des efforts diplomatiques intenses, à encourager les institutions de l'Union à demander instamment une désescalade régionale, à répondre aux besoins humanitaires et à soutenir les efforts de paix régionaux;	8. relève qu'en 2023, le SEAE a été confronté à des difficultés politiques et financières croissantes, ainsi qu'à des défis en matière de droits de l'homme et d'état de droit; constate que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et ses conséquences géopolitiques ont continué d'être un problème majeur en 2023, ce qui a conduit le SEAE à apporter un large soutien à l'Ukraine, à exercer une pression sur la Russie et à poursuivre son action au niveau mondial pour faire face aux conséquences plus larges de la guerre, y compris la mise en œuvre du plan d'action sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine; ***invite le SEAE à renforcer la présence des délégations de l'Union dans les pays du Partenariat oriental afin de soutenir les pays durement touchés par l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine;*** relève que le plafond financier de la facilité européenne pour la paix gérée sous l'autorité du HR/VP a été porté à plus de 12 millions d'EUR en 2023, contre 5,6 millions d'EUR auparavant; ***invite le SEAE à collaborer avec la DG NEAR afin d'assurer un contrôle et un suivi efficaces des projets financés par la facilité;*** fait observer que la reprise du conflit israélo-palestinien à la suite de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 a obligé le SEAE à fournir des efforts diplomatiques intenses, à encourager les institutions de l'Union à demander instamment une désescalade régionale, à répondre aux besoins humanitaires et à soutenir les efforts de paix régionaux; ***souligne l'importance de la transparence dans l'allocation des ressources financières dans les pays tiers afin de garantir le respect de l'obligation de rendre compte de l'utilisation du budget de l'Union et des nouveaux instruments financiers;***

Or. en

Amendement 14
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. relève qu'en 2023, le SEAE a été confronté à des difficultés politiques et financières croissantes, ainsi qu'à des défis en matière de droits de l'homme et d'état de droit; constate que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et ses conséquences géopolitiques ont continué d'être un problème majeur en 2023, ce qui a conduit le SEAE à apporter un large soutien à l'Ukraine, à exercer une pression sur la Russie et à poursuivre son action au niveau mondial pour faire face aux conséquences plus larges de la guerre, y compris la mise en œuvre du plan d'action sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine; relève que le plafond financier de la facilité européenne pour la paix gérée sous l'autorité du HR/VP a été porté à plus de 12 millions d'EUR en 2023, contre 5,6 millions d'EUR auparavant; ***fait observer*** que la reprise du conflit israélo-palestinien à la suite de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 ***a obligé*** le SEAE à ***fournir des efforts diplomatiques intenses, à encourager*** les institutions de l'Union à demander instamment une désescalade régionale, à répondre aux besoins humanitaires et à soutenir les efforts de paix régionaux;	8. relève qu'en 2023, le SEAE a été confronté à des difficultés politiques et financières croissantes, ainsi qu'à des défis en matière de droits de l'homme et d'état de droit; constate que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et ses conséquences géopolitiques ont continué d'être un problème majeur en 2023, ce qui a conduit le SEAE à apporter un large soutien à l'Ukraine, à exercer une pression sur la Russie et à poursuivre son action au niveau mondial pour faire face aux conséquences plus larges de la guerre, y compris la mise en œuvre du plan d'action sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine; relève que le plafond financier de la facilité européenne pour la paix gérée sous l'autorité du HR/VP a été porté à plus de 12 millions d'EUR en 2023, contre 5,6 millions d'EUR auparavant; ***déplore*** que la reprise du conflit israélo-palestinien à la suite de l'attaque ***terroriste*** du Hamas du 7 octobre 2023 ***ait conduit*** le SEAE à ***décider d'accroître son soutien à l'UNRWA; encourage*** les institutions de l'Union à demander instamment une désescalade régionale, à répondre aux besoins humanitaires et à soutenir les efforts de paix régionaux;

Or. en

Amendement 15
Virginie Joron, Ondřej Knotek, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. Regrette qu'entre 2014 et 2021, l'UE a accordé un financement d'environ 1,7 million d'euros à l'Université islamique de Gaza, qui a été rasée par des frappes aériennes israéliennes quatre jours après les attaques du 7 octobre.Selon les Forces de défense israéliennes (FDI), l'Université islamique était un "important centre opérationnel, politique et militaire du Hamas à Gaza";

Or. fr

Amendement 16
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. invite instamment le SEAE à travailler en étroite collaboration avec la Commission afin de veiller à ce que la restitution intégrale du trésor national roumain, tout comme le patrimoine national d'autres États membres, figure à l'ordre du jour de toute action future éventuelle concernant la Fédération de Russie;

Or. en

Amendement 17
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. dénonce l'implication d'employés de l'UNRWA dans l'attentat terroriste du 7 octobre 2023; exige que le SEAE et

la Commission réaffectent immédiatement les fonds destinés à l'UNRWA au vu des craintes de détournement de l'argent des contribuables de l'Union;

Or. en

Amendement 18
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. invite le SEAE à cesser immédiatement tout soutien financier à l'UNRWA;

Or. en

Amendement 19
Tamás Deutsch, Ondřej Knotek

Proposition de résolution
Paragraphe 8 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 quater. dénonce le fait que l'UNRWA n'ait pas mis en œuvre les recommandations 34 et 35 du rapport sur l'examen indépendant des mécanismes et des procédures pour assurer le respect par l'UNRWA du principe humanitaire de neutralité, qui préconisent une révision des manuels scolaires avec Israël et réclament explicitement l'interdiction des discours de haine, de l'incitation à la violence et des références antisémites dans les manuels scolaires et le matériel pédagogique supplémentaire produit localement dans les écoles de l'UNRWA; demande au SEAE et à la Commission d'exiger qu'aucun fonds ne soit alloué ou ne soit lié, directement ou indirectement,

au matériel pédagogique ou au personnel associé au terrorisme, à la radicalisation et à l'incitation à la violence et de veiller attentivement au respect de cette exigence;

Or. en

Amendement 20
Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. condamne l'Autorité palestinienne pour avoir systématiquement promu l'antisémitisme dans son système éducatif, ce qui a directement contribué à la radicalisation de jeunes Palestiniens et a joué un rôle dans les atrocités du 7 octobre 2023; condamne le fait que les fonds de l'Union continuent de soutenir un système éducatif qui fait l'apologie du terrorisme, incite à la haine envers les Juifs et les Israéliens et compromet les perspectives de paix et de coexistence malgré l'engagement et le soutien financier de l'Union, et exprime sa vive préoccupation à ce propos;

Or. en

Amendement 21
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. se déclare vivement préoccupé par le fait que le SEAE n'a pas répondu aux avertissements répétés du Parlement concernant le détournement des fonds de

l'Union par des organisations terroristes, au détriment de son utilisation au bénéfice de la population civile palestinienne; est profondément préoccupé par les allégations selon lesquelles des employés de l'UNRWA ont été impliqués dans des actes de terreur; prie instamment le SEAE d'empêcher l'utilisation abusive de l'argent des contribuables de l'Union; demande instamment au SEAE et à la Commission d'insister pour que la Cour des comptes européenne et des experts externes indépendants désignés par l'Union procèdent à des contrôles et des audits de l'UNRWA; demande au SEAE de faire appel à d'autres partenaires de confiance à Gaza et dans les territoires palestiniens pour acheminer des fonds et de l'aide aux civils palestiniens; demande au SEAE de le tenir informé des changements intervenus dans la coopération entre le SEAE et l'Autorité palestinienne;

Or. en

Amendement 22
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution
Paragraphe 8 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 ter. condamne les contenus problématiques et haineux qui encouragent la violence, propagent l'antisémitisme et incitent à la haine dans les manuels scolaires palestiniens; souligne que le soutien financier de l'Union à l'Autorité palestinienne dans le domaine de l'éducation doit être subordonné au respect intégral des normes de paix et de tolérance de l'Unesco; demande au SEAE, en collaboration avec la Commission, de veiller à ce qu'aucun fonds de l'Union ne soit alloué, directement ou indirectement,

à la rédaction de ces matériels éducatifs, à l'enseignement sur leur base ou à leur diffusion auprès d'enfants palestiniens, y compris les matériels fournis par les organisations des Nations unies;

Or. en

Amendement 23
Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 8 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 ter. rappelle et réaffirme l'exigence qu'il a formulée lors de la décharge précédente, selon laquelle toute aide financière de l'Union en faveur de l'Autorité palestinienne doit être subordonnée à la suppression totale et vérifiable des contenus antisémites, haineux et incitant à la violence de son programme, à tous les niveaux et dans toutes les matières; est d'avis que le financement de l'Union doit rester gelé tant que ces réformes n'auront pas été pleinement mises en œuvre à tous les niveaux et dans toutes les matières;

Or. en

Amendement 24
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 8 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 ter. Note que cette université avait refusé en 2020 de signer une clause stipulant "qu'aucun sous-traitant ou personne physique, y compris les participants à des ateliers et/ou des

formations et les bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers" n'était répertorié comme terroriste par l'UE;

Or. fr

Amendement 25
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 8 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 ter. invite le SEAE à collaborer avec la Commission pour veiller à ce que l'Autorité palestinienne retire rapidement tout matériel pédagogique qui ne respecte pas les normes de l'Unesco;

Or. en

Amendement 26
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 8 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 quater. invite le Conseil à charger le SEAE de soutenir pleinement les efforts diplomatiques déployés par l'administration américaine pour déplacer les Palestiniens de la bande de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie, de manière à réduire les pressions migratoires émanant de la région;

Or. en

Amendement 27
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. relève que, pour 2023, le SEAE a fait état d'importantes contraintes budgétaires, qui ont entraîné des coupes drastiques et une optimisation budgétaire afin de faire face à l'inflation dans les pays tiers, aux fluctuations des monnaies locales, à une hausse des prix, en particulier les coûts de location d'espaces de bureaux, les coûts liés à l'informatique et à la sécurité ainsi que les prix de l'énergie, en conséquence de quoi le SEAE a dû supporter des coûts de fonctionnement beaucoup plus élevés dans les pays étrangers, ce qui a à son tour eu des répercussions sur sa capacité à fonctionner efficacement et à remplir son devoir de sollicitude à l'égard du personnel affecté dans les délégations; relève qu'en raison des pressions budgétaires, le SEAE a reporté l'entretien des infrastructures, écarté ou annulé des dépenses en matière de sécurité dans les délégations et procédé à des réductions dans des postes budgétaires, telles que dans le budget consacré aux frais de missions et de représentation, aux fournitures de bureau et aux formations; ***déplore que, pour des raisons budgétaires, le SEAE ait dû donner la priorité à la participation du personnel à des missions d'observation électorale au détriment d'autres types de missions, telles que les missions de suivi***;	9. relève que, pour 2023, le SEAE a fait état d'importantes contraintes budgétaires, qui ont entraîné des coupes drastiques et une optimisation budgétaire afin de faire face à l'inflation dans les pays tiers, aux fluctuations des monnaies locales, à une hausse des prix, en particulier les coûts de location d'espaces de bureaux, les coûts liés à l'informatique et à la sécurité ainsi que les prix de l'énergie, en conséquence de quoi le SEAE a dû supporter des coûts de fonctionnement beaucoup plus élevés dans les pays étrangers, ce qui a à son tour eu des répercussions sur sa capacité à fonctionner efficacement et à remplir son devoir de sollicitude à l'égard du personnel affecté dans les délégations; relève qu'en raison des pressions budgétaires, le SEAE a reporté l'entretien des infrastructures, écarté ou annulé des dépenses en matière de sécurité dans les délégations et procédé à des réductions dans des postes budgétaires, telles que dans le budget consacré aux frais de missions et de représentation, aux fournitures de bureau et aux formations; ***invite le SEAE à réduire ses activités dans les pays tiers non prioritaires, en commençant par le démantèlement des ambassades, des délégations et des représentations coûteuses et la limitation du nombre de réceptions organisées par ces entités; réclame une approche visant à placer «L'Europe d'abord» axée sur les pays tiers qui contribuent clairement aux intérêts immédiats de l'Union, tels que la prospérité économique et la sécurité énergétique, la protection des frontières et la prévention des flux migratoires massifs vers l'Europe***;

Or. en

Amendement 28
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. relève que, pour 2023, le SEAE a fait état d'importantes contraintes budgétaires, qui ont entraîné des coupes drastiques et une optimisation budgétaire afin de faire face à l'inflation dans les pays tiers, aux fluctuations des monnaies locales, à une hausse des prix, en particulier les coûts de location d'espaces de bureaux, les coûts liés à l'informatique et à la sécurité ainsi que les prix de l'énergie, en conséquence de quoi le SEAE a dû supporter des coûts de fonctionnement beaucoup plus élevés dans les pays étrangers, ce qui a à son tour eu des répercussions sur sa capacité à fonctionner efficacement et à remplir son devoir de sollicitude à l'égard du personnel affecté dans les délégations; relève qu'en raison des pressions budgétaires, le SEAE a reporté l'entretien des infrastructures, écarté ou annulé des dépenses en matière de sécurité dans les délégations et procédé à des réductions dans des postes budgétaires, telles que dans le budget consacré aux frais de missions et de représentation, aux fournitures de bureau et aux formations; déplore que, pour des raisons budgétaires, le SEAE ait dû donner la priorité à la participation du personnel à des missions d'observation électorale au détriment d'autres types de missions, telles que les missions de suivi;	9. relève que, pour 2023, le SEAE a fait état d'importantes contraintes budgétaires, qui ont entraîné des coupes drastiques et une optimisation budgétaire afin de faire face à l'inflation dans les pays tiers, aux fluctuations des monnaies locales, à une hausse des prix, en particulier les coûts de location d'espaces de bureaux, les coûts liés à l'informatique et à la sécurité ainsi que les prix de l'énergie, en conséquence de quoi le SEAE a dû supporter des coûts de fonctionnement beaucoup plus élevés dans les pays étrangers, ce qui a à son tour eu des répercussions sur sa capacité à fonctionner efficacement et à remplir son devoir de sollicitude à l'égard du personnel affecté dans les délégations; relève qu'en raison des pressions budgétaires, le SEAE a reporté l'entretien des infrastructures, écarté ou annulé des dépenses en matière de sécurité dans les délégations et procédé à des réductions dans des postes budgétaires, telles que dans le budget consacré aux frais de missions et de représentation, aux fournitures de bureau et aux formations; déplore que, pour des raisons budgétaires, le SEAE ait dû donner la priorité à la participation du personnel à des missions d'observation électorale au détriment d'autres types de missions, telles que les missions de suivi; ***souligne la nécessité de mettre en place un service diplomatique de l'Union;***

Or. en

Amendement 29
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. relève que, pour 2023, le SEAE a fait état d'importantes contraintes budgétaires, qui ont entraîné des coupes drastiques et une optimisation budgétaire afin de faire face à l'inflation dans les pays tiers, aux fluctuations des monnaies locales, à une hausse des prix, en particulier les coûts de location d'espaces de bureaux, les coûts liés à l'informatique et à la sécurité ainsi que les prix de l'énergie, en conséquence de quoi le SEAE a dû supporter des coûts de fonctionnement beaucoup plus élevés dans les pays étrangers, ce qui a à son tour eu des répercussions sur sa capacité à fonctionner efficacement et à remplir son devoir de sollicitude à l'égard du personnel affecté dans les délégations; ***relève*** qu'en raison des pressions budgétaires, le SEAE ***a*** reporté l'entretien des infrastructures, écarté ou annulé des dépenses en matière de sécurité dans les délégations et procédé à des réductions dans des postes budgétaires, telles que dans le budget consacré aux frais de missions et de représentation, aux fournitures de bureau et aux formations; déplore que, pour des raisons budgétaires, le SEAE ait dû donner la priorité à la participation du personnel à des missions d'observation électorale au détriment d'autres types de missions, telles que les missions de suivi;	9. relève que, pour 2023, le SEAE a fait état d'importantes contraintes budgétaires, qui ont entraîné des coupes drastiques et une optimisation budgétaire afin de faire face à l'inflation dans les pays tiers, aux fluctuations des monnaies locales, à une hausse des prix, en particulier les coûts de location d'espaces de bureaux, les coûts liés à l'informatique et à la sécurité ainsi que les prix de l'énergie, en conséquence de quoi le SEAE a dû supporter des coûts de fonctionnement beaucoup plus élevés dans les pays étrangers, ce qui a à son tour eu des répercussions sur sa capacité à fonctionner efficacement et à remplir son devoir de sollicitude à l'égard du personnel affecté dans les délégations; ***déplore*** qu'en raison des pressions budgétaires, le SEAE ***ait*** reporté l'entretien des infrastructures, écarté ou annulé des dépenses en matière de sécurité dans les délégations et procédé à des réductions dans des postes budgétaires, telles que dans le budget consacré aux frais de missions et de représentation, aux fournitures de bureau et aux formations; déplore que, pour des raisons budgétaires, le SEAE ait dû donner la priorité à la participation du personnel à des missions d'observation électorale au détriment d'autres types de missions, telles que les missions de suivi;

Or. en

Amendement 30
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*

10. relève qu'en 2023, le SEAE, tant à son siège que dans les délégations, a lancé au total 28 procédures ouvertes de passation de marchés publics, 27 procédures concurrentielles avec négociation, 14 procédures négociées sans publication préalable d'un avis de marché, six procédures restreintes et deux procédures négociées pour des marchés de travaux de valeur moyenne, qui ont été couronnées de succès et ont abouti à l'attribution d'un marché dans 52 % des cas en moyenne; observe que les normes élevées et la complexité des règles de l'Union en matière de marchés publics pourraient être l'une des raisons qui expliqueraient le nombre relativement élevé de procédures de passation de marchés qui ont échoué, étant donné que l'application de ces règles pourrait poser de multiples problèmes aux soumissionnaires, en particulier pour ce qui est des marchés locaux; ***se félicite*** que, pour les actions extérieures, les règles de passation de marchés aient été simplifiées lors de la refonte du règlement financier;	10. relève qu'en 2023, le SEAE, tant à son siège que dans les délégations, a lancé au total 28 procédures ouvertes de passation de marchés publics, 27 procédures concurrentielles avec négociation, 14 procédures négociées sans publication préalable d'un avis de marché, six procédures restreintes et deux procédures négociées pour des marchés de travaux de valeur moyenne, qui ont été couronnées de succès et ont abouti à l'attribution d'un marché dans 52 % des cas en moyenne; observe que les normes élevées et la complexité des règles de l'Union en matière de marchés publics pourraient être l'une des raisons qui expliqueraient le nombre relativement élevé de procédures de passation de marchés qui ont échoué, étant donné que l'application de ces règles pourrait poser de multiples problèmes aux soumissionnaires, en particulier pour ce qui est des marchés locaux; ***déplore*** que, pour les actions extérieures, les règles de passation de marchés aient été simplifiées lors de la refonte du règlement financier; ***souligne que les règles en matière de marchés publics visent à garantir que les projets financés respectent des normes élevées et ne sont pas exposés à la fraude; invite le SEAE à toujours s'efforcer de garantir le niveau de contrôle le plus élevé possible dans toute procédure d'appel d'offres; estime que la méconnaissance, dans les pays tiers, des normes élevées des règles de l'Union en matière de marchés publics ne doit pas servir de prétexte ou d'excuse pour abaisser toujours plus les exigences;***

Or. en

Amendement 31
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. relève qu'en 2023, le SEAE, tant à son siège que dans les délégations, a lancé au total 28 procédures ouvertes de passation de marchés publics, 27 procédures concurrentielles avec négociation, 14 procédures négociées sans publication préalable d'un avis de marché, six procédures restreintes et deux procédures négociées pour des marchés de travaux de valeur moyenne, qui ont été couronnées de succès et ont abouti à l'attribution d'un marché dans 52 % des cas en moyenne; observe que les normes élevées et la complexité des règles de l'Union en matière de marchés publics pourraient être l'une des raisons qui expliqueraient le nombre relativement élevé de procédures de passation de marchés qui ont échoué, étant donné que l'application de ces règles pourrait poser de multiples problèmes aux soumissionnaires, en particulier ***pour ce qui est des*** marchés ***locaux***; se félicite que, pour les actions extérieures, les règles de passation de marchés aient été simplifiées lors de la refonte du règlement financier;	10. relève qu'en 2023, le SEAE, tant à son siège que dans les délégations, a lancé au total 28 procédures ouvertes de passation de marchés publics, 27 procédures concurrentielles avec négociation, 14 procédures négociées sans publication préalable d'un avis de marché, six procédures restreintes et deux procédures négociées pour des marchés de travaux de valeur moyenne, qui ont été couronnées de succès et ont abouti à l'attribution d'un marché dans 52 % des cas en moyenne; observe que les normes élevées et la complexité des règles de l'Union en matière de marchés publics pourraient être l'une des raisons qui expliqueraient le nombre relativement élevé de procédures de passation de marchés qui ont échoué, étant donné que l'application de ces règles pourrait poser de multiples problèmes aux soumissionnaires, en particulier ***dans les pays tiers; demande au SEAE d'enquêter sur les raisons qui expliquent le nombre relativement élevé de procédures de passation de*** marchés ***qui ont échoué et de proposer des solutions pour garantir leur mise en œuvre effective, tout en maintenant les normes fixées par l'Union***; se félicite que, pour les actions extérieures, les règles de passation de marchés aient été simplifiées lors de la refonte du règlement financier;
	Or. en

Amendement 32
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. relève qu'en 2023, le SEAE, tant à son siège que dans les délégations, a lancé au total 28 procédures ouvertes de	10. relève qu'en 2023, le SEAE, tant à son siège que dans les délégations, a lancé au total 28 procédures ouvertes de

passation de marchés publics, 27 procédures concurrentielles avec négociation, 14 procédures négociées sans publication préalable d'un avis de marché, six procédures restreintes et deux procédures négociées pour des marchés de travaux de valeur moyenne, qui ont été couronnées de succès et ont abouti à l'attribution d'un marché dans 52 % des cas en moyenne; observe que les normes élevées et la complexité des règles de l'Union en matière de marchés publics pourraient être l'une des raisons qui expliqueraient le nombre relativement élevé de procédures de passation de marchés qui ont échoué, étant donné que l'application de ces règles pourrait poser de multiples problèmes aux soumissionnaires, en particulier pour ce qui est des marchés locaux; se félicite que, pour les actions extérieures, les règles de passation de marchés aient été simplifiées lors de la refonte du règlement financier;

passation de marchés publics, 27 procédures concurrentielles avec négociation, 14 procédures négociées sans publication préalable d'un avis de marché, six procédures restreintes et deux procédures négociées pour des marchés de travaux de valeur moyenne, qui ont été couronnées de succès et ont abouti à l'attribution d'un marché dans ***seulement*** 52 % des cas en moyenne; observe que les normes élevées et la complexité des règles de l'Union en matière de marchés publics pourraient être l'une des raisons qui expliqueraient le nombre relativement élevé de procédures de passation de marchés qui ont échoué, étant donné que l'application de ces règles pourrait poser de multiples problèmes aux soumissionnaires, en particulier pour ce qui est des marchés locaux; se félicite que, pour les actions extérieures, les règles de passation de marchés aient été simplifiées lors de la refonte du règlement financier;

Or. fr

Amendement 33
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. relève que le budget consacré aux missions s'élevait à 18 948 650 EUR en 2023, ce qui représente une augmentation limitée de 1,46 % par rapport à l'exercice précédent, dont l'objectif était de compenser la hausse des coûts due à l'inflation, mais qui était insuffisante par rapport à l'augmentation réelle des frais de voyage en 2023; observe que le SEAE ne dispose pas d'une ligne budgétaire distincte pour les missions et les déplacements du haut représentant (HR)/vice-président (VP) et que les frais de mission et de déplacement du HR/VP sont partagés entre	12. relève que le budget consacré aux missions s'élevait à 18 948 650 EUR en 2023, ce qui représente une augmentation limitée de 1,46 % par rapport à l'exercice précédent, dont l'objectif était de compenser la hausse des coûts due à l'inflation, mais qui était insuffisante par rapport à l'augmentation réelle des frais de voyage en 2023; observe que le SEAE ne dispose pas d'une ligne budgétaire distincte pour les missions et les déplacements du haut représentant (HR)/vice-président (VP) et que les frais de mission et de déplacement du HR/VP sont partagés entre

le SEAE et la Commission en fonction de l'objet de la mission; relève enfin que, pour l'année 2023, le SEAE a versé 2 995,14 EUR pour six missions du HR/VP ***et que les frais de taxi aérien s'élevaient à 588 103 EUR, ce qui correspond à une hausse de 229 % par rapport à 2022***; ***demande au SEAE d'expliquer les raisons de cette augmentation;***	le SEAE et la Commission en fonction de l'objet de la mission; relève enfin que, pour l'année 2023, le SEAE a versé 2 995,14 EUR pour six missions du HR/VP;

Or. fr

Amendement 34
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. relève que le budget consacré aux missions s'élevait à 18 948 650 EUR en 2023, ce qui représente une augmentation limitée de 1,46 % par rapport à l'exercice précédent, dont l'objectif était de compenser la hausse des coûts due à l'inflation, mais qui était insuffisante par rapport à l'augmentation réelle des frais de voyage en 2023; observe que le SEAE ne dispose pas d'une ligne budgétaire distincte pour les missions et les déplacements du haut représentant (HR)/vice-président (VP) et que les frais de mission et de déplacement du HR/VP sont partagés entre le SEAE et la Commission en fonction de l'objet de la mission; relève enfin que, pour l'année 2023, le SEAE a versé 2 995,14 EUR pour six missions du HR/VP et que les frais de taxi aérien s'élevaient à 588 103 EUR, ce qui correspond à une hausse de 229 % par rapport à 2022; demande au SEAE d'expliquer les raisons de cette augmentation;	12. relève que le budget consacré aux missions s'élevait à 18 948 650 EUR en 2023, ce qui représente une augmentation limitée de 1,46 % par rapport à l'exercice précédent, dont l'objectif était de compenser la hausse des coûts due à l'inflation, mais qui était insuffisante par rapport à l'augmentation réelle des frais de voyage en 2023; observe que le SEAE ne dispose pas d'une ligne budgétaire distincte pour les missions et les déplacements du haut représentant (HR)/vice-président (VP) et que les frais de mission et de déplacement du HR/VP sont partagés entre le SEAE et la Commission en fonction de l'objet de la mission; relève enfin que, pour l'année 2023, le SEAE a versé 2 995,14 EUR pour six missions du HR/VP et que les frais de taxi aérien s'élevaient à 588 103 EUR, ce qui correspond à une hausse de 229 % par rapport à 2022; demande au SEAE d'expliquer les raisons de cette augmentation; ***souligne que la transparence et la bonne gestion financière des fonds publics de l'Union doivent rester un principe fondamental pour toutes les institutions de l'Union;***

Or. en

Amendement 35
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. relève que le budget consacré aux missions s'élevait à 18 948 650 EUR en 2023, ce qui représente une augmentation limitée de 1,46 % par rapport à l'exercice précédent, dont l'objectif était de compenser la hausse des coûts due à l'inflation, mais qui était insuffisante par rapport à l'augmentation réelle des frais de voyage en 2023; observe que le SEAE ne dispose pas d'une ligne budgétaire distincte pour les missions et les déplacements du haut représentant (HR)/vice-président (VP) et que les frais de mission et de déplacement du HR/VP sont partagés entre le SEAE et la Commission en fonction de l'objet de la mission; relève enfin que, pour l'année 2023, le SEAE a versé 2 995,14 EUR pour six missions du HR/VP et que les frais de taxi aérien s'élevaient à 588 103 EUR, ce qui correspond à une hausse de 229 % par rapport à 2022; ***demande au*** SEAE d'expliquer les raisons ***de cette augmentation***;	12. relève que le budget consacré aux missions s'élevait à 18 948 650 EUR en 2023, ce qui représente une augmentation limitée de 1,46 % par rapport à l'exercice précédent, dont l'objectif était de compenser la hausse des coûts due à l'inflation, mais qui était insuffisante par rapport à l'augmentation réelle des frais de voyage en 2023; observe que le SEAE ne dispose pas d'une ligne budgétaire distincte pour les missions et les déplacements du haut représentant (HR)/vice-président (VP) et que les frais de mission et de déplacement du HR/VP sont partagés entre le SEAE et la Commission en fonction de l'objet de la mission; relève enfin que, pour l'année 2023, le SEAE a versé 2 995,14 EUR pour six missions du HR/VP et que les frais de taxi aérien s'élevaient à 588 103 EUR, ce qui correspond à une hausse de 229 % par rapport à 2022; ***souligne que les dirigeants des institutions de l'Union devraient servir d'exemples pour le public et les citoyens, notamment lorsqu'ils utilisent des ressources de l'Union dans l'exercice de leurs fonctions; souligne qu'il convient de choisir les options de vol sur la base de critères de bonne gestion financière, à condition que des solutions de substitution soient disponibles et qu'elles soient compatibles avec l'ordre du jour et le lieu de la réunion; prie instamment le*** SEAE d'expliquer les raisons ***d'une telle augmentation des frais de taxi aérien pour le HR/VP***;

Or. en

Amendement 36
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. relève que le budget consacré aux missions s'élevait à 18 948 650 EUR en 2023, ce qui représente une augmentation limitée de 1,46 % par rapport à l'exercice précédent, dont l'objectif était de compenser la hausse des coûts due à l'inflation, mais qui était insuffisante par rapport à l'augmentation réelle des frais de voyage en 2023; ***observe*** que le SEAE ne dispose pas d'une ligne budgétaire distincte pour les missions et les déplacements du haut représentant (HR)/vice-président (VP) et que les frais de mission et de déplacement du HR/VP sont partagés entre le SEAE et la Commission en fonction de l'objet de la mission; relève ***enfin*** que, pour l'année 2023, le SEAE a versé 2 995,14 EUR pour six missions du HR/VP et que les frais de taxi aérien s'élevaient à 588 103 EUR, ce qui correspond à une hausse de 229 % par rapport à 2022; ***demande au SEAE d'expliquer*** les raisons de cette augmentation;	12. relève que le budget consacré aux missions s'élevait à 18 948 650 EUR en 2023, ce qui représente une augmentation limitée de 1,46 % par rapport à l'exercice précédent, dont l'objectif était de compenser la hausse des coûts due à l'inflation, mais qui était insuffisante par rapport à l'augmentation réelle des frais de voyage en 2023; ***déplore*** que le SEAE ne dispose pas d'une ligne budgétaire distincte pour les missions et les déplacements du haut représentant (HR)/vice-président (VP) et que les frais de mission et de déplacement du HR/VP sont partagés entre le SEAE et la Commission en fonction de l'objet de la mission; relève ***avec inquiétude*** que, pour l'année 2023, le SEAE a versé 2 995,14 EUR pour six missions du HR/VP et que les frais de taxi aérien s'élevaient à 588 103 EUR, ce qui correspond à une hausse de 229 % par rapport à 2022; ***exige que le SEAE explique*** les raisons de cette augmentation;

Or. en

Amendement 37
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 12 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	12 bis. Relève que les frais de taxi aérien s'élevaient à 588 103 EUR, ce qui correspond à une hausse de 229 % par rapport à 2022; demande au SEAE

d'expliquer les raisons de cette augmentation;

Or. fr

Amendement 38
Tamás Deutsch, Virginie Joron, Julien Sanchez, Ondřej Knotek

Proposition de résolution
Paragraphe 12 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	12 quinquies. invite l'institution à respecter l'égalité des États membres en toute circonstance, à traiter tous les États membres sur un pied d'égalité et à respecter leur souveraineté et leur identité nationale, inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles, y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale;

Or. en

Amendement 39
Tamás Deutsch, Ondřej Knotek

Proposition de résolution
Paragraphe 12 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	12 ter. rappelle qu'au titre du traité sur l'Union européenne, l'Union et ses institutions sont tenues de respecter l'égalité des États membres devant les traités ainsi que leur identité nationale, inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles, y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale;

Or. en

Amendement 40
Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 12 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	12 quater. rappelle qu'au titre du traité sur l'Union européenne, l'Union et ses institutions promeuvent la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes;

Or. en

Amendement 41
Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 12 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	12 bis. condamne l'exploitation des efforts humanitaires par l'UNRWA et sa complicité dans l'endoctrinement d'enfants palestiniens à Gaza; réaffirme la résolution du Parlement européen d'avril 2024 sur la décharge à la Commission, qui, à son paragraphe 199, associe catégoriquement les atrocités du 7 octobre 2023 aux contenus violents et antisémites présents dans le matériel pédagogique utilisé dans les écoles de l'UNRWA; rappelle et souligne la vive préoccupation que lui inspirent les conclusions de l'examen de la neutralité de l'UNRWA effectué par les Nations unies, selon lesquelles le matériel pédagogique utilisé par l'UNRWA contient des éléments qui constituent une «violation grave de la neutralité» et qui vont à l'encontre des valeurs des Nations unies;

Or. en

Amendement 42
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 13

Proposition de résolution	*Amendement*
13. relève qu'à la suite d'une réorganisation interne, le SEAE a créé, en octobre 2023, un nouveau service de gouvernance interne, composé de trois divisions chargées des inspections, de l'audit interne ainsi que de la planification, de l'établissement de rapports et du respect des règles, afin de permettre au SEAE d'assurer un meilleur niveau de responsabilité, d'améliorer la gestion et de renforcer le suivi des activités; ***note*** qu'un comité de gouvernance interne ***a*** également été mis en place pour garantir la cohérence des questions de gestion interne au sein du SEAE; relève en outre que le SEAE a créé la direction exécutive pour la paix, la sécurité et la défense (MD-PSD), la direction «Paix, partenariats et gestion de crise» et deux nouvelles divisions consacrées aux menaces hybrides et aux cybermenaces ainsi qu'à la sécurité maritime afin de mieux soutenir les travaux de l'Union en matière de sécurité et de défense;	13. relève qu'à la suite d'une réorganisation interne, le SEAE a créé, en octobre 2023, un nouveau service de gouvernance interne, composé de trois divisions chargées des inspections, de l'audit interne ainsi que de la planification, de l'établissement de rapports et du respect des règles, afin de permettre au SEAE d'assurer un meilleur niveau de responsabilité, d'améliorer la gestion et de renforcer le suivi des activités; ***se félicite*** qu'un comité de gouvernance interne ***ait*** également été mis en place pour garantir la cohérence des questions de gestion interne au sein du SEAE; relève en outre que le SEAE a créé la direction exécutive pour la paix, la sécurité et la défense (MD-PSD), la direction «Paix, partenariats et gestion de crise» et deux nouvelles divisions consacrées aux menaces hybrides et aux cybermenaces ainsi qu'à la sécurité maritime afin de mieux soutenir les travaux de l'Union en matière de sécurité et de défense;

Or. en

Amendement 43
Tamás Deutsch, Virginie Joron, Julien Sanchez, Ondřej Knotek

Proposition de résolution
Paragraphe 13 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	13 bis. invite l'institution à s'engager pleinement et à mettre tout en œuvre, en s'aidant de tous les moyens dont elle dispose, pour promouvoir la paix et mettre fin à la guerre en Ukraine dès que

possible, ainsi que pour préserver la paix et renforcer la sécurité européenne;

Or. en

Amendement 44
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 15

Proposition de résolution	*Amendement*
15. observe que, conformément au plan d'audit du SEAE pour 2023, trois audits ont été finalisés en 2023, à savoir un audit sur la gestion du registre des exceptions et des cas de non-conformité et deux audits sur la gestion des salaires des agents locaux ainsi que le recrutement et la gestion des agents locaux et équivalents; relève en outre qu'en raison d'une restructuration organisationnelle et de la rotation du personnel qui en a découlé au sein de la fonction d'audit interne, un audit planifié sur la sécurité n'a pas pu être lancé en 2023 et que cet audit sera réévalué dans le cadre de la préparation du plan stratégique d'audit interne pluriannuel 2025-2027; ***note*** que quatre recommandations critiques et 49 recommandations très importantes liées aux audits finalisés ***sont*** restées en suspens en 2023;	15. observe que, conformément au plan d'audit du SEAE pour 2023, trois audits ont été finalisés en 2023, à savoir un audit sur la gestion du registre des exceptions et des cas de non-conformité et deux audits sur la gestion des salaires des agents locaux ainsi que le recrutement et la gestion des agents locaux et équivalents; relève en outre ***avec une profonde inquiétude*** qu'en raison d'une restructuration organisationnelle et de la rotation du personnel qui en a découlé au sein de la fonction d'audit interne, un audit planifié sur la sécurité n'a pas pu être lancé en 2023 et que cet audit sera réévalué dans le cadre de la préparation du plan stratégique d'audit interne pluriannuel 2025-2027; ***souligne qu'il importe de mener des audits internes de manière diligente et régulière; regrette vivement*** que quatre recommandations critiques et 49 recommandations très importantes liées aux audits finalisés ***soient*** restées en suspens en 2023; ***demande que le Parlement soit informé de la mise en œuvre des recommandations;***

Or. en

Amendement 45
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution

Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. relève qu'en décembre 2023, la Cour a adopté son rapport final à la suite de son audit sur le rôle de coordination du SEAE, qui visait à évaluer l'efficacité de la coordination, notamment en ce qui concerne la gestion de l'information, les effectifs et les rapports, tant en interne qu'avec la Commission et le Conseil; constate qu'en 2023, des initiatives qui font écho à certaines recommandations d'audit étaient déjà en cours, comme l'envoi de lettres de mission aux ambassadeurs nouvellement nommés avant leur prise de fonctions et les efforts déployés par le SEAE depuis 2019 pour mettre en œuvre sa stratégie de gestion de l'information; demande que le Parlement soit tenu informé du suivi des recommandations de la Cour;	16. relève qu'en décembre 2023, la Cour a adopté son rapport final à la suite de son audit sur le rôle de coordination du SEAE, qui visait à évaluer l'efficacité de la coordination, notamment en ce qui concerne la gestion de l'information, les effectifs et les rapports, tant en interne qu'avec la Commission et le Conseil; constate qu'en 2023, des initiatives qui font écho à certaines recommandations d'audit étaient déjà en cours, comme l'envoi de lettres de mission aux ambassadeurs nouvellement nommés avant leur prise de fonctions et les efforts déployés par le SEAE depuis 2019 pour mettre en œuvre sa stratégie de gestion de l'information; ***invite le SEAE à mettre pleinement en œuvre les recommandations du rapport de la Cour des comptes afin de remédier aux faiblesses constatées dans la gestion de l'information, tant au sein de son siège et des délégations de l'Union dans les pays tiers qu'au sein du cabinet du HR/VP;*** demande que le Parlement soit tenu informé du suivi des recommandations de la Cour;

Or. en

Amendement 46
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 17 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	17 bis. relève qu'en 2023, trois délégations de l'Union (en République centrafricaine, en Sierra Leone et en Syrie) ont émis des réserves dans leurs déclarations d'assurance qui concernaient principalement les lignes budgétaires opérationnelles gérées par la

Commission européenne; souligne que ces réserves n'ont pas eu d'incidence financière substantielle sur le budget administratif relevant de la responsabilité du SEAE;

Or. en

Amendement 47
Csaba Molnár, Claudiu Manda, Marit Maij, Eero Heinäluoma

Proposition de résolution
Paragraphe 17 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	17 quater. se déclare vivement préoccupé par l'utilisation abusive faite par le gouvernement hongrois de son rôle à la présidence de l'Union pour entretenir des dialogues bilatéraux contraires aux valeurs fondamentales de l'Union, tels que les rencontres du Premier ministre Viktor Orbán avec le président russe Vladimir Poutine, en dépit des sanctions de l'Union et du mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale contre ce dernier pour crimes de guerre; constate avec inquiétude que des dialogues similaires ont lieu avec d'autres dirigeants autoritaires, ce qui nuit à la crédibilité de l'Union et à la cohérence de sa politique étrangère; souligne qu'en vertu de l'article 24, paragraphe 3, du traité UE, les États membres sont tenus d'appuyer activement et sans réserve la politique extérieure et de sécurité de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle et de s'abstenir de toute action contraire aux intérêts de l'Union; invite la HR/VP à veiller à une coordination étroite des actions de politique étrangère au cours des présidences de l'Union afin de les faire correspondre aux valeurs et aux intérêts stratégiques de l'Union;

Or. en

Amendement 48
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 17 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	17 quinquies. demande au SEAE et aux délégations de l'Union d'intensifier le suivi de l'état de la démocratie dans différents pays et de renforcer le soutien logistique et technologique aux défenseurs des droits de l'homme et aux autochtones, en prêtant une attention particulière aux femmes;

Or. en

Amendement 49
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 17 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	17 ter. souligne qu'il est nécessaire de disposer d'un service pour l'action extérieure solide et résilient qui soit doté d'une direction politique claire afin de relever les défis actuels et d'assurer la cohérence de la politique étrangère de l'Union; souligne l'importance d'un engagement politique fort, d'effets de levier au niveau bilatéral et d'une diplomatie publique et culturelle afin de promouvoir les valeurs de l'Union et de lutter contre la désinformation;

Or. en

Amendement 50
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 17 sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	17 sexies. invite instamment les délégations de l'Union à renforcer le soutien aux véritables acteurs démocratiques et à la société civile dans les Balkans occidentaux, tout en condamnant fermement et publiquement les actions d'acteurs illibéraux et non démocratiques qui vont à l'encontre des intérêts de l'Union, et à veiller à ce que la mise en œuvre du financement de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III) soit conforme aux objectifs de l'Union;

Or. en

Amendement 51
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 17 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	17 bis. invite le SEAE et la Commission à travailler en étroite collaboration avec le bureau de liaison du Parlement européen à Washington et la délégation de l'Union aux États-Unis afin de dégager, financer et mettre en œuvre des initiatives tendant à renforcer les relations transatlantiques, dont des programmes d'échange de professionnels travaillant dans les services publics dans l'Union européenne comme aux États-Unis;

Or. en

Amendement 52
Csaba Molnár, Claudiu Manda, Marit Maij

Proposition de résolution
Paragraphe 20 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 bis. relève qu'à la fin de l'année 2023, le personnel statutaire du SEAE comptait 52,7 % d'hommes et 47,3 % de femmes, ce qui reflète une légère augmentation de la représentation des femmes par rapport à 2022, où 46,8 % du personnel étaient des femmes; se félicite des progrès modestes accomplis en matière d'équilibre femmes-hommes au sein de l'encadrement supérieur, où la représentation des femmes est passée de 6,3 % en 2022 à 7,6 % en 2023, et dans l'encadrement intermédiaire, où elle est passée de 30,1 % en 2022 à 30,4 % en 2023; invite le SEAE à intensifier ses efforts pour parvenir à un meilleur équilibre, plus visible, entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'organisation;

Or. en

Amendement 53
Csaba Molnár, Claudiu Manda, Marit Maij

Proposition de résolution
Paragraphe 20 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 ter. se félicite de la publication du rapport à mi-parcours relatif à la mise en œuvre du plan d'action de l'Union sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) par le HR/VP et la Commission fin 2023, ainsi que de la décision de prolonger sa durée jusqu'en 2027 afin de l'aligner sur le cadre financier pluriannuel (CFP); reconnaît l'importance du GAP III dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que priorité stratégique de l'action extérieure de

l'Union et dans le renforcement de son rôle dans ce domaine; se félicite de l'organisation, fin 2023, par l'équipe de l'ambassadrice pour le genre et la diversité, des premières formations sur le leadership sensible à la dimension de genre à l'intention du personnel d'encadrement supérieur;

Or. en

Amendement 54
Csaba Molnár, Claudiu Manda, Marit Maij

Proposition de résolution
Paragraphe 20 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 quater. se félicite du premier rapport du SEAE sur les activités de manipulation de l'information et d'ingérence étrangères ciblant les personnes LGBTIQA+, qui vise à améliorer la compréhension des tactiques de manipulation de l'information et d'ingérence étrangères et à favoriser la coopération, y compris avec l'ENISA, afin de protéger la communauté LGBTIQA+; exprime son inquiétude face à la situation des droits des personnes LGBTIQ+ dans le monde et à l'opposition croissante à l'égalité femmes-hommes, aux droits des femmes et à la santé et aux droits sexuels et génésiques dans les pays en développement; invite la Commission et le SEAE à remédier à ces revers et à donner la priorité au soutien ciblé aux organisations de la société civile qui défendent ces droits;

Or. en

Amendement 55
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. salue le fait que tous les États membres soient représentés au sein du personnel du SEAE; constate toutefois que certains déséquilibres persistent, la Belgique étant l'État membre le plus surreprésenté, puisque 12,1 % de l'ensemble du personnel employé par le SEAE est belge; fait également observer que, parmi les cadres, l'Italie est l'État membre le plus surreprésenté, 15 % de l'ensemble des postes d'encadrement étant occupés par des Italiens; observe que trois États membres (Hongrie, Luxembourg et Malte) n'ont toujours pas de ressortissant parmi les 141 ambassadeurs de l'Union, tandis que les cinq pays qui en comptent le plus [France (22), Espagne et Italie (16), Allemagne (12) et Belgique (10)] occupent 54 % de tous les postes d'ambassadeurs; constate avec satisfaction que la situation s'est améliorée par rapport à l'année dernière, lorsque ces cinq mêmes pays cumulaient 57 % des postes d'ambassadeurs; demande une nouvelle fois au SEAE de garantir un bon équilibre géographique dans l'ensemble de son organisation et à tous les niveaux;	22. salue le fait que tous les États membres soient représentés au sein du personnel du SEAE; constate toutefois que certains déséquilibres persistent, la Belgique étant l'État membre le plus surreprésenté, puisque 12,1 % de l'ensemble du personnel employé par le SEAE est belge; ***souligne qu'un déséquilibre géographique important se marque également entre les États membres occidentaux et orientaux de l'Union;*** fait également observer que, parmi les cadres, l'Italie est l'État membre le plus surreprésenté, 15 % de l'ensemble des postes d'encadrement étant occupés par des Italiens; observe que trois États membres (Hongrie, Luxembourg et Malte) n'ont toujours pas de ressortissant parmi les 141 ambassadeurs de l'Union, tandis que les cinq pays qui en comptent le plus [France (22), Espagne et Italie (16), Allemagne (12) et Belgique (10)] occupent 54 % de tous les postes d'ambassadeurs; constate avec satisfaction que la situation s'est améliorée par rapport à l'année dernière, lorsque ces cinq mêmes pays cumulaient 57 % des postes d'ambassadeurs; demande une nouvelle fois au SEAE de garantir un bon équilibre géographique dans l'ensemble de son organisation et à tous les niveaux; ***se déclare une nouvelle fois préoccupé par l'équilibre entre les femmes et les hommes; note que les femmes sont nettement sous-représentées aux postes supérieurs, alors qu'elles sont surreprésentées principalement aux postes de grade AST; invite le SEAE à publier les informations relatives au genre et à la nationalité de ses salariés occupant des postes de cadres moyens et de cadres supérieurs; demande à l'institution d'aborder cette question, tout en respectant les compétences et les mérites des candidats;***

Or. en

Amendement 56
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. salue le fait que tous les États membres soient représentés au sein du personnel du SEAE; constate toutefois que certains déséquilibres persistent, la Belgique étant l'État membre le plus surreprésenté, puisque 12,1 % de l'ensemble du personnel employé par le SEAE est belge; fait également observer que, parmi les cadres, l'Italie est l'État membre le plus surreprésenté, 15 % de l'ensemble des postes d'encadrement étant occupés par des Italiens; observe que trois États membres (Hongrie, Luxembourg et Malte) n'ont toujours pas de ressortissant parmi les 141 ambassadeurs de l'Union, tandis que les cinq pays qui en comptent le plus [France (22), Espagne et Italie (16), Allemagne (12) et Belgique (10)] occupent 54 % de tous les postes d'ambassadeurs; constate avec satisfaction que la situation s'est améliorée par rapport à l'année dernière, lorsque ces cinq mêmes pays cumulaient 57 % des postes d'ambassadeurs; demande une nouvelle fois au SEAE de garantir un bon équilibre géographique dans l'ensemble de son organisation et à tous les niveaux;	22. salue le fait que tous les États membres soient représentés au sein du personnel du SEAE; constate toutefois que certains déséquilibres persistent, la Belgique étant l'État membre le plus surreprésenté, puisque 12,1 % de l'ensemble du personnel employé par le SEAE est belge; fait également observer que, parmi les cadres, l'Italie est l'État membre le plus surreprésenté, 15 % de l'ensemble des postes d'encadrement étant occupés par des Italiens; observe que trois États membres (Hongrie, Luxembourg et Malte) n'ont toujours pas de ressortissant parmi les 141 ambassadeurs de l'Union, tandis que les cinq pays qui en comptent le plus [France (22), Espagne et Italie (16), Allemagne (12) et Belgique (10)] occupent 54 % de tous les postes d'ambassadeurs; constate avec satisfaction que la situation s'est améliorée par rapport à l'année dernière, lorsque ces cinq mêmes pays cumulaient 57 % des postes d'ambassadeurs; demande une nouvelle fois au SEAE de garantir un bon équilibre géographique dans l'ensemble de son organisation et à tous les niveaux; ***invite le SEAE à réduire progressivement le nombre d'ambassadeurs de l'Union et de les faire passer de 141 à 20 (dans les 20 principaux pays partenaires commerciaux de l'Union dans son ensemble) d'ici à 2035;***

Or. en

Amendement 57
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. ***salue le fait*** que tous les États membres soient représentés au sein du personnel du SEAE***; constate toutefois que certains*** déséquilibres persistent, la Belgique étant l'État membre le plus surreprésenté, puisque 12,1 % de l'ensemble du personnel employé par le SEAE est belge; fait également observer que, parmi les cadres, l'Italie est l'État membre le plus surreprésenté, 15 % de l'ensemble des postes d'encadrement étant occupés par des Italiens; observe que trois États membres (Hongrie, Luxembourg et Malte) n'ont toujours pas de ressortissant parmi les 141 ambassadeurs de l'Union, tandis que les cinq pays qui en comptent le plus [France (22), Espagne et Italie (16), Allemagne (12) et Belgique (10)] occupent 54 % de tous les postes d'ambassadeurs; ***constate avec satisfaction que la situation s'est améliorée par rapport à l'année dernière, lorsque ces cinq mêmes pays cumulaient 57 % des postes d'ambassadeurs;*** demande une nouvelle fois au SEAE de garantir un bon équilibre géographique dans l'ensemble de son organisation et à tous les niveaux;	22. ***observe que, bien*** que tous les États membres soient représentés au sein du personnel du SEAE***, d'importants*** déséquilibres persistent, la Belgique étant l'État membre le plus surreprésenté, puisque 12,1 % de l'ensemble du personnel employé par le SEAE est belge; fait également observer que, parmi les cadres, l'Italie est l'État membre le plus surreprésenté, 15 % de l'ensemble des postes d'encadrement étant occupés par des Italiens; observe que trois États membres (Hongrie, Luxembourg et Malte) n'ont toujours pas de ressortissant parmi les 141 ambassadeurs de l'Union, tandis que les cinq pays qui en comptent le plus [France (22), Espagne et Italie (16), Allemagne (12) et Belgique (10)] occupent 54 % de tous les postes d'ambassadeurs; demande une nouvelle fois ***fermement*** au SEAE de garantir un bon équilibre géographique dans l'ensemble de son organisation et à tous les niveaux;

Or. en

Amendement 58
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 22 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	22 bis. constate avec inquiétude que les femmes sont toujours sous-représentées

au niveau AD et surreprésentées au niveau AST; déplore que les femmes soient toujours sous-représentées au niveau de l'encadrement intermédiaire et supérieur, tant au siège que dans les délégations;

Or. en

Amendement 59
Pasquale Tridico

Proposition de résolution
Paragraphe 23 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	23 bis. relève qu'à la fin de l'année 2023, sur 1 695 fonctionnaires et agents temporaires, 863 (51 %) étaient des hommes et 832 (49 %) étaient des femmes, ce qui est légèrement plus paritaire qu'en 2022; relève que 57,4 % des agents contractuels étaient des femmes, ce qui représente une légère augmentation par rapport à 2022; note toutefois que les femmes sont toujours nettement sous-représentées aux postes supérieurs, alors qu'elles sont surreprésentées principalement aux postes de grade AST;

Or. en

Amendement 60
Pasquale Tridico

Proposition de résolution
Paragraphe 23 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	23 ter. se félicite qu'à l'issue de l'exercice de rotation 2023, 42 postes d'encadrement aient été affectés aux délégations et que le nombre d'ambassadrices ait augmenté de 12 %, la part de femmes parmi les

ambassadeurs étant passée de 31,7 % à 35,5 %, mais souligne que les femmes restent sous-représentées à ces postes;

Or. en

Amendement 61
Pasquale Tridico

Proposition de résolution
Paragraphe 23 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	23 quater. invite le SEAE à fournir à l'autorité de décharge des informations sur les mesures prises en faveur d'une diplomatie féministe, telles que les dernières évolutions du plan d'action sur l'égalité des hommes et les femmes pour la période 2021-2025 et les mesures prises par l'ambassadrice de l'Union pour le genre et la diversité afin de promouvoir la participation des femmes à tous les dialogues diplomatiques et politiques;

Or. en

Amendement 62
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. relève qu'en 2023, le SEAE a adopté son programme pour la diversité et de l'inclusion 2023-2025, un plan d'action détaillé visant à promouvoir un environnement de travail sûr et respectueux et une stratégie de tolérance zéro à l'égard du harcèlement; observe que les représentants du personnel, les associations du personnel et le comité paritaire pour l'égalité des chances, rebaptisé «comité	24. relève qu'en 2023, le SEAE a adopté son programme pour la diversité et de l'inclusion 2023-2025, un plan d'action détaillé visant à promouvoir un environnement de travail sûr et respectueux et une stratégie de tolérance zéro à l'égard du harcèlement; observe que les représentants du personnel, les associations du personnel et le comité paritaire pour l'égalité des chances, rebaptisé «comité

paritaire pour la diversité et l'inclusion», ont été consultés au sujet de ces deux documents; constate que le plan d'action prévoit des mesures préventives de lutte contre le harcèlement, telles qu'une formation obligatoire en ligne à l'intention de tous les membres du personnel intitulée «Reconnaître le harcèlement au travail et agir» et une formation obligatoire pour le personnel d'encadrement intitulée «Comment créer un environnement de travail exempt de harcèlement»;

paritaire pour la diversité et l'inclusion», ont été consultés au sujet de ces deux documents; constate que le plan d'action prévoit des mesures préventives de lutte contre le harcèlement, telles qu'une formation obligatoire en ligne à l'intention de tous les membres du personnel intitulée «Reconnaître le harcèlement au travail et agir» et une formation obligatoire pour le personnel d'encadrement intitulée «Comment créer un environnement de travail exempt de harcèlement»; ***invite le SEAE à continuer de former régulièrement le personnel (cadre et non-cadre) sur les questions de diversité, d'équité, d'inclusion et d'appartenance;***

Or. en

Amendement 63
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. relève qu'en 2023, le SEAE a adopté son programme pour la diversité et de l'inclusion 2023-2025, un plan d'action détaillé visant à promouvoir un environnement de travail sûr et respectueux et une stratégie de tolérance zéro à l'égard du harcèlement; observe que les représentants du personnel, les associations du personnel et le comité paritaire pour l'égalité des chances, rebaptisé «comité paritaire pour la diversité et l'inclusion», ont été consultés au sujet de ces deux documents; constate que le plan d'action prévoit des mesures préventives de lutte contre le harcèlement, telles qu'une formation obligatoire en ligne à l'intention de tous les membres du personnel intitulée «Reconnaître le harcèlement au travail et agir» et une formation obligatoire pour le personnel d'encadrement intitulée «Comment créer un environnement de	24. relève ***avec satisfaction*** qu'en 2023, le SEAE a adopté son programme pour la diversité et de l'inclusion 2023-2025, un plan d'action détaillé visant à promouvoir un environnement de travail sûr et respectueux et une stratégie de tolérance zéro à l'égard du harcèlement; observe que les représentants du personnel, les associations du personnel et le comité paritaire pour l'égalité des chances, rebaptisé «comité paritaire pour la diversité et l'inclusion», ont été consultés au sujet de ces deux documents; constate que le plan d'action prévoit des mesures préventives de lutte contre le harcèlement, telles qu'une formation obligatoire en ligne à l'intention de tous les membres du personnel intitulée «Reconnaître le harcèlement au travail et agir» et une formation obligatoire pour le personnel d'encadrement intitulée

travail exempt de harcèlement»;	«Comment créer un environnement de travail exempt de harcèlement»;

Or. en

Amendement 64
Damian Boeselager
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 24 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	24 bis. invite le SEAE à publier un rapport annuel sur la diversité et l'inclusion, faisant l'inventaire des mesures concrètes visant à améliorer la parité femmes-hommes et la représentation géographique et ethnique au sein du service, en accordant une attention particulière aux nationalités sous-représentées aux postes d'ambassadeurs;

Or. en

Amendement 65
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 25

Proposition de résolution	*Amendement*
25. constate avec inquiétude qu'en 2023, le SEAE a reçu trois demandes d'assistance relatives à des allégations de harcèlement moral impliquant deux fonctionnaires, qui ont donné lieu à deux enquêtes administratives, dont l'une est toujours en cours et l'autre a été conclue par une sanction disciplinaire; relève que, dans le cadre de la procédure informelle, le service de médiation du SEAE a traité 28 affaires concernant des allégations de	25. constate avec inquiétude qu'en 2023, le SEAE a reçu trois demandes d'assistance relatives à des allégations de harcèlement moral impliquant deux fonctionnaires, qui ont donné lieu à deux enquêtes administratives, dont l'une est toujours en cours et l'autre a été conclue par une sanction disciplinaire; relève que, dans le cadre de la procédure informelle, le service de médiation du SEAE a traité 28 affaires concernant des allégations de

harcèlement moral et dix affaires de harcèlement sexuel et que les personnes de confiance ont traité 21 affaires d'allégations de harcèlement moral et six affaires de harcèlement sexuel en 2023; constate qu'en 2023, le SEAE a élaboré une décision relative à la lutte contre le harcèlement à l'attention du personnel local dans les délégations, adoptée en juin 2024;	harcèlement moral et dix affaires de harcèlement sexuel et que les personnes de confiance ont traité 21 affaires d'allégations de harcèlement moral et six affaires de harcèlement sexuel en 2023; constate qu'en 2023, le SEAE a élaboré une décision relative à la lutte contre le harcèlement à l'attention du personnel local dans les délégations, adoptée en juin 2024; ***prend acte des efforts déployés par le SEAE pour renforcer ses politiques de lutte contre le harcèlement, y compris la mise en place de modules d'apprentissage en ligne obligatoires pour sensibiliser son personnel à cette question et la création d'une task force «Convention d'Istanbul» chargée de définir des mesures visant à garantir un lieu de travail plus sûr pour tous; se déclare toutefois vivement préoccupé par la persistance d'un nombre élevé de cas de harcèlement et invite le SEAE à renforcer la prévention et le soutien aux victimes et à adopter des mesures disciplinaires strictes afin de garantir une tolérance zéro à l'égard du harcèlement;***
	Or. en

Amendement 66
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 25

Proposition de résolution	*Amendement*
25. constate avec inquiétude qu'en 2023, le SEAE a reçu trois demandes d'assistance relatives à des allégations de harcèlement moral impliquant deux fonctionnaires, qui ont donné lieu à deux enquêtes administratives, dont l'une est toujours en cours et l'autre a été conclue par une sanction disciplinaire; relève que, dans le cadre de la procédure informelle, le service de médiation du SEAE a traité 28 affaires concernant des allégations de	25. constate avec inquiétude qu'en 2023, le SEAE a reçu trois demandes d'assistance relatives à des allégations de harcèlement moral impliquant deux fonctionnaires, qui ont donné lieu à deux enquêtes administratives, dont l'une est toujours en cours et l'autre a été conclue par une sanction disciplinaire; relève que, dans le cadre de la procédure informelle, le service de médiation du SEAE a traité 28 affaires concernant des allégations de

harcèlement moral et dix affaires de harcèlement sexuel et que les personnes de confiance ont traité 21 affaires d'allégations de harcèlement moral et six affaires de harcèlement sexuel en 2023; constate qu'en 2023, le SEAE a élaboré une décision relative à la lutte contre le harcèlement à l'attention du personnel local dans les délégations, adoptée en juin 2024;

harcèlement moral et dix affaires de harcèlement sexuel et que les personnes de confiance ont traité 21 affaires d'allégations de harcèlement moral et six affaires de harcèlement sexuel en 2023; constate qu'en 2023, le SEAE a élaboré une décision relative à la lutte contre le harcèlement à l'attention du personnel local dans les délégations, adoptée en juin 2024; ***invite le SEAE à continuer de prendre des mesures en faveur d'environnements de travail sûrs;***

Or. en

Amendement 67
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. est préoccupé par le fait que le nombre de membres du personnel du SEAE en congé de maladie de longue durée pendant plus de 50 jours est passé de 111 en 2022 à 171 en 2023, soit une augmentation de 54 %; relève que le service médical a mis en œuvre plusieurs mesures visant à prévenir le risque d'épuisement professionnel, telles que le recrutement d'un psychiatre en décembre 2023 et un suivi plus systématique des congés de maladie par le service médical, l'accompagnement et l'encadrement psychologiques tant du personnel que de l'équipe d'encadrement, des activités de sensibilisation ainsi que la création d'un réseau de secouristes en santé mentale;	27. est préoccupé par le fait que le nombre de membres du personnel du SEAE en congé de maladie de longue durée pendant plus de 50 jours est passé de 111 en 2022 à 171 en 2023, soit une augmentation de 54 %; relève que le service médical a mis en œuvre plusieurs mesures visant à prévenir le risque d'épuisement professionnel, telles que le recrutement d'un psychiatre en décembre 2023 et un suivi plus systématique des congés de maladie par le service médical, l'accompagnement et l'encadrement psychologiques tant du personnel que de l'équipe d'encadrement, des activités de sensibilisation ainsi que la création d'un réseau de secouristes en santé mentale; ***souligne la nécessité pour le personnel d'encadrement de garantir une répartition équitable des tâches, d'appliquer les orientations et de mettre en œuvre des formules de travail flexibles; invite le SEAE à adopter une approche proactive pour prévenir les maladies de longue durée et l'épuisement***

professionnel et à faire du bien-être du personnel une priorité en prenant des mesures de soutien efficaces;

Or. en

Amendement 68
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. est préoccupé par le fait que le nombre de membres du personnel du SEAE en congé de maladie de longue durée pendant plus de 50 jours est passé de 111 en 2022 à 171 en 2023, soit une augmentation de 54 %; relève que le service médical a mis en œuvre plusieurs mesures visant à prévenir le risque d'épuisement professionnel, telles que le recrutement d'un psychiatre en décembre 2023 et un suivi plus systématique des congés de maladie par le service médical, l'accompagnement et l'encadrement psychologiques tant du personnel que de l'équipe d'encadrement, des activités de sensibilisation ainsi que la création d'un réseau de secouristes en santé mentale;	27. est préoccupé par le fait que le nombre de membres du personnel du SEAE en congé de maladie de longue durée pendant plus de 50 jours est passé de 111 en 2022 à 171 en 2023, soit une augmentation de 54 %; relève que le service médical a mis en œuvre plusieurs mesures visant à prévenir le risque d'épuisement professionnel, telles que le recrutement d'un psychiatre en décembre 2023 et un suivi plus systématique des congés de maladie par le service médical, l'accompagnement et l'encadrement psychologiques tant du personnel que de l'équipe d'encadrement, des activités de sensibilisation ainsi que la création d'un réseau de secouristes en santé mentale; ***invite le SEAE à prendre les mesures nécessaires pour garantir le bien-être mental de son personnel;***

Or. en

Amendement 69
Damian Boeselager
au nom du groupe Verts/ALE
Daniel Freund

Proposition de résolution
Paragraphe 27 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	27 bis. est préoccupé par le fait que les autorités hongroises semblent n'accorder une habilitation de sécurité aux ressortissants hongrois que s'ils sont membres du Fidesz, le parti au pouvoir en Hongrie, ce qui limite les possibilités de progression de carrière des Hongrois dans les institutions de l'Union; invite la Commission et le Service européen pour l'action extérieure à évaluer l'incidence de cette pratique sur le principe d'égalité de traitement et d'accès équitable à l'emploi dans l'Union; prie instamment le Conseil et les États membres de prendre les mesures appropriées pour veiller à ce que les procédures d'habilitation de sécurité ne deviennent pas un outil de discrimination politique, et ne comprennent ainsi l'indépendance et l'intégrité des institutions de l'Union;

Or. en

Amendement 70
Pasquale Tridico

Proposition de résolution
Paragraphe 27 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	27 bis. prend acte du fait qu'en raison de contraintes budgétaires, le nombre de stagiaires a été réduit; demande au SEAE de fournir des informations sur les conditions de travail et la rémunération des stagiaires au siège et dans les délégations;

Or. en

Amendement 71
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 28

Proposition de résolution	*Amendement*
28. relève qu'en 2023, le SEAE a amélioré son cadre éthique en publiant de nouvelles instructions visant à interdire ou à limiter les missions dont les frais sont partiellement ou totalement payés par des sources externes afin d'éviter les risques de conflits d'intérêts et en envoyant un rappel concernant l'éthique à l'ensemble du personnel; constate que le SEAE s'est également concentré sur l'organisation de formations spécifiques sur l'éthique, les conflits d'intérêts, le contrôle interne et la lutte contre la fraude destinées et adaptées à différents publics au siège du SEAE et dans les délégations; relève en outre que les 16 «principes du comportement professionnel» adoptés en 2022 ont continué d'être communiqués aux nouvelles recrues et d'être largement promus, en particulier dans les formations consacrées à l'éthique et à l'intégrité ainsi qu'à la politique de lutte contre le harcèlement; demande au SEAE de tenir le Parlement informé de toute nouvelle évolution de son cadre éthique;	28. relève qu'en 2023, le SEAE a amélioré son cadre éthique en publiant de nouvelles instructions visant à interdire ou à limiter les missions dont les frais sont partiellement ou totalement payés par des sources externes afin d'éviter les risques de conflits d'intérêts et en envoyant un rappel concernant l'éthique à l'ensemble du personnel; constate que le SEAE s'est également concentré sur l'organisation de formations spécifiques sur l'éthique, les conflits d'intérêts, le contrôle interne et la lutte contre la fraude destinées et adaptées à différents publics au siège du SEAE et dans les délégations; relève en outre que les 16 «principes du comportement professionnel» adoptés en 2022 ont continué d'être communiqués aux nouvelles recrues et d'être largement promus, en particulier dans les formations consacrées à l'éthique et à l'intégrité ainsi qu'à la politique de lutte contre le harcèlement; demande au SEAE de tenir le Parlement informé de toute nouvelle évolution de son cadre éthique; ***invite le SEAE à dispenser régulièrement des formations obligatoires sur l'éthique, y compris l'utilisation éthique de l'IA, et sur l'obligation de rendre des comptes;***

Or. en

Amendement 72
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 28 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	28 bis. souligne que la liberté de religion et de conviction est une valeur fondamentale du monde libre et de

l'Union européenne; demande instamment au Service européen pour l'action extérieure d'intégrer la diplomatie de la foi dans ses actions, en reconnaissant que la religion fait partie de la solution aux problématiques mondiales; souligne que cette démarche devrait prévoir la sauvegarde active des droits des chrétiens et des autres groupes religieux, en particulier dans les pays où ils sont minoritaires, ainsi que la mise en valeur de la tolérance et la garantie que la liberté religieuse fait partie de tous les engagements extérieurs et de toutes les politiques de l'Union en la matière;

Or. en

Amendement 73
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 29

Proposition de résolution	*Amendement*
29. se félicite qu'en octobre 2023, le SEAE ait adopté une nouvelle stratégie antifraude, applicable à l'ensemble du personnel au siège du SEAE et dans les délégations, qui résulte d'un processus d'examen approfondi des risques liés à la fraude et qui a été officiellement approuvée par l'OLAF; relève que le SEAE a consacré des efforts particuliers à la formation et à l'orientation du personnel, notamment par l'intermédiaire de la cellule antifraude créée en décembre 2022; constate que le personnel du SEAE en poste dans les délégations de l'Union a participé activement à une série d'ateliers et de séminaires sur la sensibilisation à la fraude et la prévention de celle-ci, que le personnel nouvellement affecté à une délégation de l'Union a systématiquement reçu une formation sur ces questions avant de prendre ses fonctions et que la page intranet relative à la lutte contre la fraude a	29. se félicite qu'en octobre 2023, le SEAE ait adopté une nouvelle stratégie antifraude, applicable à l'ensemble du personnel au siège du SEAE et dans les délégations, qui résulte d'un processus d'examen approfondi des risques liés à la fraude et qui a été officiellement approuvée par l'OLAF; relève que le SEAE a consacré des efforts particuliers à la formation et à l'orientation du personnel, notamment par l'intermédiaire de la cellule antifraude créée en décembre 2022; constate que le personnel du SEAE en poste dans les délégations de l'Union a participé activement à une série d'ateliers et de séminaires sur la sensibilisation à la fraude et la prévention de celle-ci, que le personnel nouvellement affecté à une délégation de l'Union a systématiquement reçu une formation sur ces questions avant de prendre ses fonctions et que la page intranet relative à la lutte contre la fraude a

été remaniée dans le but de faciliter le signalement des cas de fraude potentiels et de proposer un éventail plus large de possibilités de formation en matière de lutte contre la fraude;

été remaniée dans le but de faciliter le signalement des cas de fraude potentiels et de proposer un éventail plus large de possibilités de formation en matière de lutte contre la fraude; ***appelle de ses vœux des mesures plus fermes pour garantir que les bénéficiaires de fonds de l'Union respectent ses règles et garanties ainsi que le droit international; demande que tous les fonds de l'Union destinés à l'Autorité palestinienne et à l'UNRWA soient suspendus tant que l'ensemble des manuels et supports pédagogiques employés dans leurs écoles ne seront pas strictement conformes aux normes de paix, de tolérance, de coexistence et de non-violence établies par l'UNESCO;***

Or. en

Amendement 74
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 29

Proposition de résolution	*Amendement*
29. se félicite qu'en octobre 2023, le SEAE ait adopté une nouvelle stratégie antifraude, applicable à l'ensemble du personnel au siège du SEAE et dans les délégations, qui résulte d'un processus d'examen approfondi des risques liés à la fraude et qui a été officiellement approuvée par l'OLAF; relève que le SEAE a consacré des efforts particuliers à la formation et à l'orientation du personnel, notamment par l'intermédiaire de la cellule antifraude créée en décembre 2022; constate que le personnel du SEAE en poste dans les délégations de l'Union a participé activement à une série d'ateliers et de séminaires sur la sensibilisation à la fraude et la prévention de celle-ci, que le personnel nouvellement affecté à une délégation de l'Union a systématiquement reçu une formation sur ces questions avant	29. se félicite qu'en octobre 2023, le SEAE ait adopté une nouvelle stratégie antifraude, applicable à l'ensemble du personnel au siège du SEAE et dans les délégations, qui résulte d'un processus d'examen approfondi des risques liés à la fraude et qui a été officiellement approuvée par l'OLAF; relève que le SEAE a consacré des efforts particuliers à la formation et à l'orientation du personnel, notamment par l'intermédiaire de la cellule antifraude créée en décembre 2022; constate que le personnel du SEAE en poste dans les délégations de l'Union a participé activement à une série d'ateliers et de séminaires sur la sensibilisation à la fraude et la prévention de celle-ci, que le personnel nouvellement affecté à une délégation de l'Union a systématiquement reçu une formation sur ces questions avant

de prendre ses fonctions et que la page intranet relative à la lutte contre la fraude a été remaniée dans le but de faciliter le signalement des cas de fraude potentiels et de proposer un éventail plus large de possibilités de formation en matière de lutte contre la fraude;

de prendre ses fonctions et que la page intranet relative à la lutte contre la fraude a été remaniée dans le but de faciliter le signalement des cas de fraude potentiels et de proposer un éventail plus large de possibilités de formation en matière de lutte contre la fraude; ***demande au SEAE de dispenser régulièrement des formations obligatoires de sensibilisation et de prévention à la fraude pour l'ensemble du personnel;***

Or. en

Amendement 75
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Paragraphe 29

Proposition de résolution	*Amendement*
29. se félicite qu'en octobre 2023, le SEAE ait adopté une nouvelle stratégie antifraude, applicable à l'ensemble du personnel au siège du SEAE et dans les délégations, qui résulte d'un processus d'examen approfondi des risques liés à la fraude et qui a été officiellement approuvée par l'OLAF; ***relève*** que le SEAE ***a*** consacré des efforts particuliers à la formation et à l'orientation du personnel, notamment par l'intermédiaire de la cellule antifraude créée en décembre 2022; constate que le personnel du SEAE en poste dans les délégations de l'Union a participé activement à une série d'ateliers et de séminaires sur la sensibilisation à la fraude et la prévention de celle-ci, que le personnel nouvellement affecté à une délégation de l'Union a systématiquement reçu une formation sur ces questions avant de prendre ses fonctions et que la page intranet relative à la lutte contre la fraude a été remaniée dans le but de faciliter le signalement des cas de fraude potentiels et de proposer un éventail plus large de possibilités de formation en matière de	29. se félicite qu'en octobre 2023, le SEAE ait adopté une nouvelle stratégie antifraude, applicable à l'ensemble du personnel au siège du SEAE et dans les délégations, qui résulte d'un processus d'examen approfondi des risques liés à la fraude et qui a été officiellement approuvée par l'OLAF; ***se félicite*** que le SEAE ***ait*** consacré des efforts particuliers à la formation et à l'orientation du personnel, notamment par l'intermédiaire de la cellule antifraude créée en décembre 2022; constate que le personnel du SEAE en poste dans les délégations de l'Union a participé activement à une série d'ateliers et de séminaires sur la sensibilisation à la fraude et la prévention de celle-ci, que le personnel nouvellement affecté à une délégation de l'Union a systématiquement reçu une formation sur ces questions avant de prendre ses fonctions et que la page intranet relative à la lutte contre la fraude a été remaniée dans le but de faciliter le signalement des cas de fraude potentiels et de proposer un éventail plus large de possibilités de formation en matière de

lutte contre la fraude;	lutte contre la fraude;

Or. en

Amendement 76
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 30

Proposition de résolution	*Amendement*
30. relève que le SEAE n'a reçu aucun dossier de dénonciation de dysfonctionnements en 2023; constate qu'en 2023, le SEAE a commencé à élaborer une politique spécifique de protection des lanceurs d'alerte, conformément à la nouvelle stratégie antifraude; demande que le Parlement soit tenu informé de son adoption, prévue pour 2025, et de sa mise en œuvre dans l'ensemble du service;	30. relève que le SEAE n'a reçu aucun dossier de dénonciation de dysfonctionnements en 2023; constate ***avec satisfaction*** qu'en 2023, le SEAE a commencé à élaborer une politique spécifique de protection des lanceurs d'alerte, conformément à la nouvelle stratégie antifraude; demande que le Parlement soit tenu informé de son adoption, prévue pour 2025, et de sa mise en œuvre dans l'ensemble du service;

Or. en

Amendement 77
Damian Boeselager
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 31 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	31 bis. invite le SEAE à mettre en place un délai d'attente de deux ans pour les hauts fonctionnaires et les diplomates avant qu'ils ne puissent assumer des fonctions dans l'industrie de la défense, au sein de gouvernements étrangers ou auprès de sociétés de conseil qui font du lobbying politique lié à l'Union;

Or. en

Amendement 78
Tamás Deutsch, Julien Sanchez, Virginie Joron

Proposition de résolution
Paragraphe 32

Proposition de résolution	*Amendement*
32. constate avec inquiétude que l'OLAF a ouvert huit enquêtes en 2023, qui sont toujours en cours, concernant des fautes potentielles dans le cadre de procédures de passation de marchés et d'exécution de marchés et de conventions de subvention ou des irrégularités potentielles en matière de ressources humaines; ***relève que les dossiers en cours en 2023 concernaient des fonctionnaires, des agents temporaires et des agents locaux tant au siège du SEAE que dans les délégations; demande que le Parlement soit tenu informé de la suite donnée à ces enquêtes; relève que huit affaires plus anciennes impliquant des agents actuels et anciens ont été clôturées et*** que des ***recommandations de mesures supplémentaires ont été formulées dans cinq de ces affaires; relève que*** le SEAE ***est en contact régulier avec l'OLAF par l'intermédiaire de sa cellule antifraude et qu'il assure le suivi en temps utile des recommandations formulées par l'OLAF***;	32. constate avec inquiétude que l'OLAF a ouvert huit enquêtes en 2023, qui sont toujours en cours, concernant des fautes potentielles dans le cadre de procédures de passation de marchés et d'exécution de marchés et de conventions de subvention ou des irrégularités potentielles en matière de ressources humaines; ***se déclare profondément préoccupé par l'affaire révélée par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), qui a constaté que certains diplomates du SEAE faisaient partie d'un réseau illégal de contrebande d'alcool et de cigares au cours de leur détachement en Asie du Sud-Est, violant ainsi les règles de l'Union et l'interdiction d'abus de privilèges diplomatiques; condamne le fait que les personnes impliquées dans cette affaire aient exploité leurs positions officielles de l'Union et les exonérations fiscales et douanières liées à leur statut diplomatique à des fins personnelles, ce qui porte gravement atteinte à la crédibilité et à la réputation des institutions de l'Union; invite le SEAE à publier immédiatement les conclusions de ses enquêtes internes et à veiller à ce que des mesures disciplinaires et judiciaires appropriées soient prises; souligne*** que des ***règles éthiques et des mécanismes de contrôle plus stricts doivent être mis en place pour empêcher que de telles situations ne se reproduisent, notamment en ce qui concerne les abus des privilèges diplomatiques; invite*** le SEAE ***à faire rapport au Parlement sur les mesures prises en réponse à cette affaire et sur ses propositions pour renforcer les mécanismes de transparence et de***

responsabilité;

Or. en

Amendement 79
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 32

Proposition de résolution	*Amendement*
32. constate avec inquiétude que l'OLAF a ouvert huit enquêtes en 2023, qui sont toujours en cours, concernant des fautes potentielles dans le cadre de procédures de passation de marchés et d'exécution de marchés et de conventions de subvention ou des irrégularités potentielles en matière de ressources humaines; relève que les dossiers en cours en 2023 concernaient des fonctionnaires, des agents temporaires et des agents locaux tant au siège du SEAE que dans les délégations; demande que le Parlement soit tenu informé de la suite donnée à ces enquêtes; relève que huit affaires plus anciennes impliquant des agents actuels et anciens ont été clôturées et que des recommandations de mesures supplémentaires ont été formulées dans cinq de ces affaires; relève que le SEAE est en contact régulier avec l'OLAF par l'intermédiaire de sa cellule antifraude et qu'il assure le suivi en temps utile des recommandations formulées par l'OLAF;	32. constate avec inquiétude que l'OLAF a ouvert huit enquêtes en 2023, qui sont toujours en cours, concernant des fautes potentielles dans le cadre de procédures de passation de marchés et d'exécution de marchés et de conventions de subvention ou des irrégularités potentielles en matière de ressources humaines; relève que les dossiers en cours en 2023 concernaient des fonctionnaires, des agents temporaires et des agents locaux tant au siège du SEAE que dans les délégations; demande que le Parlement soit tenu informé de la suite donnée à ces enquêtes; relève que huit affaires plus anciennes impliquant des agents actuels et anciens ont été clôturées et que des recommandations de mesures supplémentaires ont été formulées dans cinq de ces affaires; relève que le SEAE est en contact régulier avec l'OLAF par l'intermédiaire de sa cellule antifraude et qu'il assure le suivi en temps utile des recommandations formulées par l'OLAF; ***demande que le Parlement soit tenu informé de la mise en œuvre des recommandations;***

Or. en

Amendement 80
Pasquale Tridico

Proposition de résolution

Paragraphe 33 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	33 bis. prend acte de toutes les activités entreprises pour sensibiliser le public aux activités extérieures; rappelle la demande du Parlement d'adopter des dispositions d'application autonomes relatives aux activités et aux mandats extérieurs, afin de protéger l'image et la réputation de l'Union, en particulier dans le cas des chefs de délégation;

Or. en

Amendement 81
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 34

Proposition de résolution	*Amendement*
34. relève qu'en sa qualité de vice-président de la Commission, le HR/VP est lié par les règles du registre de transparence; souligne que le SEAE, sans être une institution au sens de l'article 13 du traité sur l'Union européenne (traité UE) ni participer directement au processus législatif, joue toutefois un rôle important dans la législation de l'Union en ce qui concerne les décisions de sanctions et la négociation d'accords commerciaux internationaux, qui ont une incidence réglementaire considérable; jugerait particulièrement pertinent que le SEAE adopte des mesures de transparence et les notifie au conseil d'administration du registre de transparence; invite le SEAE, dans une optique de transparence, à publier la liste de toutes les réunions tenues avec des groupes d'intérêts en tout genre, y compris celles auxquelles prennent part les chefs de délégations de l'Union; demande que le Parlement soit tenu informé de toute nouvelle initiative prise par le SEAE en	34. relève qu'en sa qualité de vice-président de la Commission, le HR/VP est lié par les règles du registre de transparence; souligne que le SEAE, sans être une institution au sens de l'article 13 du traité sur l'Union européenne (traité UE) ni participer directement au processus législatif, joue toutefois un rôle important dans la législation de l'Union en ce qui concerne les décisions de sanctions et la négociation d'accords commerciaux internationaux, qui ont une incidence réglementaire considérable; jugerait particulièrement pertinent que le SEAE adopte des mesures de transparence et les notifie au conseil d'administration du registre de transparence; invite le SEAE, dans une optique de transparence, à publier la liste de toutes les réunions tenues avec des groupes d'intérêts en tout genre, y compris celles auxquelles prennent part les chefs de délégations de l'Union; demande que le Parlement soit tenu informé de toute nouvelle initiative prise par le SEAE en

faveur de la transparence;	faveur de la transparence; ***rappelle qu'il importe de renforcer davantage la légitimité démocratique des institutions de l'Union en améliorant la transparence et la responsabilité et en appliquant les concepts de budgétisation axée sur les performances et de bonne gestion des ressources humaines; invite le SEAE à publier sur son site internet tous les documents relatifs à un dossier;***

Or. en

Amendement 82
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 34 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	34 bis. rappelle qu'il importe de renforcer davantage la légitimité démocratique des institutions de l'Union en appliquant les concepts de budgétisation axée sur les performances et de bonne gestion des ressources humaines;

Or. en

Amendement 83
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution
Paragraphe 34

Proposition de résolution	*Amendement*
34. relève qu'en sa qualité de vice-président de la Commission, le HR/VP est lié par les règles du registre de transparence; souligne que le SEAE, sans être une institution au sens de l'article 13 du traité sur l'Union européenne (traité UE) ni participer directement au processus législatif, joue toutefois un rôle important	34. relève qu'en sa qualité de vice-président de la Commission, le HR/VP est lié par les règles du registre de transparence; souligne que le SEAE, sans être une institution au sens de l'article 13 du traité sur l'Union européenne (traité UE) ni participer directement au processus législatif, joue toutefois un rôle

dans la législation de l'Union en ce qui concerne les décisions de sanctions et la négociation d'accords commerciaux internationaux, qui ont une incidence réglementaire considérable; jugerait particulièrement pertinent que le SEAE adopte des mesures de transparence et les notifie au conseil d'administration du registre de transparence; invite le SEAE, dans une optique de transparence, à publier la liste de toutes les réunions tenues avec des groupes d'intérêts en tout genre, y compris celles auxquelles prennent part les chefs de délégations de l'Union; demande que le Parlement soit tenu informé de toute nouvelle initiative prise par le SEAE en faveur de la transparence;

important dans la législation de l'Union en ce qui concerne les décisions de sanctions et la négociation d'accords commerciaux internationaux, qui ont une incidence réglementaire considérable; jugerait particulièrement pertinent que le SEAE adopte des mesures de transparence et les notifie au conseil d'administration du registre de transparence; invite le SEAE, dans une optique de transparence, à publier la liste de toutes les réunions tenues avec des groupes d'intérêts en tout genre, y compris celles auxquelles prennent part les chefs de délégations de l'Union; demande que le Parlement soit tenu informé de toute nouvelle initiative prise par le SEAE en faveur de la transparence; ***demande aux délégations de l'Union de défendre des normes élevées en matière de responsabilité et de transparence dans leurs relations avec les organisations de la société civile; demande aux délégations de l'Union de veiller à ce que les fonds de l'Union accordés aux organisations de la société civile et aux partenaires sociaux dans les pays tiers soient utilisés conformément aux valeurs, aux politiques et aux règles financières de l'Union;***

Or. en

Amendement 84
Pasquale Tridico

Proposition de résolution
Paragraphe 34

Proposition de résolution	*Amendement*
34. relève qu'en sa qualité de vice-président de la Commission, le HR/VP est lié par les règles du registre de transparence; souligne que le SEAE, sans être une institution au sens de l'article 13 du traité sur l'Union européenne (traité UE) ni participer directement au processus législatif, joue toutefois un rôle important dans la législation de l'Union en ce qui	34. relève qu'en sa qualité de vice-président de la Commission, le HR/VP est lié par les règles du registre de transparence; souligne que le SEAE, sans être une institution au sens de l'article 13 du traité sur l'Union européenne (traité UE) ni participer directement au processus législatif, joue toutefois un rôle important dans la législation de l'Union en

concerne les décisions de sanctions et la négociation d'accords commerciaux internationaux, qui ont une incidence réglementaire considérable; jugerait particulièrement pertinent que le SEAE adopte des mesures de transparence ***et*** les notifie au conseil d'administration du registre de transparence; invite le SEAE, dans une optique de transparence, à publier la liste de toutes les réunions tenues avec des groupes d'intérêts en tout genre, y compris celles auxquelles prennent part les chefs de délégations de l'Union; demande que le Parlement soit tenu informé de toute nouvelle initiative prise par le SEAE en faveur de la transparence;	ce qui concerne les décisions de sanctions et la négociation d'accords commerciaux internationaux, qui ont une incidence réglementaire considérable; jugerait particulièrement pertinent que le SEAE adopte des mesures de transparence***,*** les notifie au conseil d'administration du registre de transparence ***et adhère au registre***; invite le SEAE, dans une optique de transparence, à publier la liste de toutes les réunions tenues avec des groupes d'intérêts en tout genre, y compris celles auxquelles prennent part les chefs de délégations de l'Union; demande que le Parlement soit tenu informé de toute nouvelle initiative prise par le SEAE en faveur de la transparence;

Or. en

Amendement 85
Damian Boeselager
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 34 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	34 bis. prie instamment le SEAE d'adhérer au registre de transparence de l'Union afin d'aligner ses pratiques sur celles du Parlement européen et de la Commission, en veillant à ce que toutes les informations sur les activités de lobbying et les intérêts financiers liés aux questions de défense et de diplomatie soient rendues publiques;

Or. en

Amendement 86
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 36

Proposition de résolution	*Amendement*
36. fait observer qu'en 2023, le SEAE a commencé à héberger et à contrôler un environnement d'IA afin de mettre en place un modèle complet de gouvernance de l'IA; relève que cette étape technique a posé les jalons de l'adoption de lignes directrices sur l'utilisation de l'IA générative et d'une stratégie en matière d'IA en 2024, ainsi que de la réalisation de validations de principe;	36. fait observer qu'en 2023, le SEAE a commencé à héberger et à contrôler un environnement d'IA afin de mettre en place un modèle complet de gouvernance de l'IA; relève que cette étape technique a posé les jalons de l'adoption de lignes directrices sur l'utilisation de l'IA générative et d'une stratégie en matière d'IA en 2024, ainsi que de la réalisation de validations de principe; ***demande que le Parlement soit tenu informé de l'évolution de la stratégie en matière d'IA;***

Or. en

Amendement 87
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 37

Proposition de résolution	*Amendement*
37. relève que, dans le cadre de la mise en œuvre de la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense adoptée en 2022, le SEAE a participé à l'adoption des principaux documents stratégiques et boîtes à outils relatifs, entre autres, à la cyberdéfense, à la cyberdiplomatie, aux menaces hybrides, à l'ingérence étrangère et à la manipulation de l'information; observe qu'en interne, le SEAE a continué d'améliorer ses capacités en matière de cybersécurité grâce au recrutement de personnel spécialisé et a poursuivi son offre d'activités de sensibilisation à la cybersécurité à différents publics, y compris l'équipe de gestion de la sécurité, les membres des délégations, les nouveaux arrivants et le personnel d'encadrement;	37. relève que, dans le cadre de la mise en œuvre de la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense adoptée en 2022, le SEAE a participé à l'adoption des principaux documents stratégiques et boîtes à outils relatifs, entre autres, à la cyberdéfense, à la cyberdiplomatie, aux menaces hybrides, à l'ingérence étrangère et à la manipulation de l'information; observe qu'en interne, le SEAE a continué d'améliorer ses capacités en matière de cybersécurité grâce au recrutement de personnel spécialisé et a poursuivi son offre d'activités de sensibilisation à la cybersécurité à différents publics, y compris l'équipe de gestion de la sécurité, les membres des délégations, les nouveaux arrivants et le personnel d'encadrement; ***demande que l'Union renforce son soutien à la Moldavie dans la lutte contre la désinformation, les menaces hybrides et les cyberattaques; invite la délégation de***

l'Union en Moldavie à redoubler d'efforts pour promouvoir une stratégie de communication plus volontariste et plus efficace axée sur la perspective européenne, y compris des campagnes d'information en langue russe;

Or. en

Amendement 88
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 37

Proposition de résolution	*Amendement*
37. relève que, dans le cadre de la mise en œuvre de la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense adoptée en 2022, le SEAE a participé à l'adoption des principaux documents stratégiques et boîtes à outils relatifs, entre autres, à la cyberdéfense, à la cyberdiplomatie, aux menaces hybrides, à l'ingérence étrangère et à la manipulation de l'information; observe qu'en interne, le SEAE a continué d'améliorer ses capacités en matière de cybersécurité grâce au recrutement de personnel spécialisé et a poursuivi son offre d'activités de sensibilisation à la cybersécurité à différents publics, y compris l'équipe de gestion de la sécurité, les membres des délégations, les nouveaux arrivants et le personnel d'encadrement;	37. relève que, dans le cadre de la mise en œuvre de la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense adoptée en 2022, le SEAE a participé à l'adoption des principaux documents stratégiques et boîtes à outils relatifs, entre autres, à la cyberdéfense, à la cyberdiplomatie, aux menaces hybrides, à l'ingérence étrangère et à la manipulation de l'information; observe qu'en interne, le SEAE a continué d'améliorer ses capacités en matière de cybersécurité grâce au recrutement de personnel spécialisé et a poursuivi son offre d'activités de sensibilisation à la cybersécurité à différents publics, y compris l'équipe de gestion de la sécurité, les membres des délégations, les nouveaux arrivants et le personnel d'encadrement; ***demande au SEAE de dispenser régulièrement des formations obligatoires à la cybersécurité à l'ensemble du personnel;***

Or. en

Amendement 89
Cristian Terheş

Proposition de résolution

Paragraphe 37 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	37 bis. salue la mise en place de la mission de partenariat de l'Union en Moldavie (EUPM Moldova); souligne le rôle essentiel de cette mission et demande à l'Union et à ses États membres de prolonger le mandat de la mission au-delà de mai 2025 tout en augmentant les ressources afin de renforcer son efficacité;

Or. en

Amendement 90
Csaba Molnár, Claudiu Manda

Proposition de résolution
Paragraphe 38

Proposition de résolution	*Amendement*
38. relève qu'en 2023, le SEAE a enregistré plus de 29 623 cyberalertes via le système de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM) et qu'il a été confirmé que 92 d'entre elles concernaient des cyberattaques; constate que quatre cyberattaques ont eu une incidence sur les activités du SEAE et qu'une seule cyberattaque a eu des conséquences importantes; fait remarquer que le centre d'opérations de sécurité du SEAE est un acteur clé dans la gestion de la surveillance des menaces en temps réel et de l'identification des vulnérabilités des systèmes; invite le SEAE à continuer de considérer les actions visant à promouvoir la cyberdiscipline auprès des utilisateurs et à les sensibiliser à la cybersécurité comme des éléments indispensables de son cadre de cybersécurité;	38. relève qu'en 2023, le SEAE a enregistré plus de 29 623 cyberalertes via le système de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM) et qu'il a été confirmé que 92 d'entre elles concernaient des cyberattaques; constate que quatre cyberattaques ont eu une incidence sur les activités du SEAE et qu'une seule cyberattaque a eu des conséquences importantes; ***met en garde contre le fait que le SEAE est une cible très probable pour les acteurs dotés de ressources importantes, y compris ceux soutenus par des États étrangers, qui cherchent à perturber les institutions de l'Union;*** fait remarquer que le centre d'opérations de sécurité du SEAE est un acteur clé dans la gestion de la surveillance des menaces en temps réel et de l'identification des vulnérabilités des systèmes; invite le SEAE à continuer de considérer les actions visant à promouvoir la cyberdiscipline auprès des utilisateurs et à les sensibiliser à la cybersécurité comme

	des éléments indispensables de son cadre de cybersécurité; ***souligne qu'il importe que le SEAE continue de donner la priorité à la cybersécurité et à l'atténuation des menaces hybrides, tout en collaborant étroitement avec les autres institutions de l'Union et les États membres pour recenser et contrer ces menaces;***

Or. en

Amendement 91
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 38

Proposition de résolution	*Amendement*
38. relève qu'en 2023, le SEAE a enregistré plus de 29 623 cyberalertes via le système de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM) et qu'il a été confirmé que 92 d'entre elles concernaient des cyberattaques; constate que quatre cyberattaques ont eu une incidence sur les activités du SEAE et qu'une seule cyberattaque a eu des conséquences importantes; fait remarquer que le centre d'opérations de sécurité du SEAE est un acteur clé dans la gestion de la surveillance des menaces en temps réel et de l'identification des vulnérabilités des systèmes; ***invite le SEAE à*** continuer de considérer les actions visant à promouvoir la cyberdiscipline auprès des utilisateurs et à les sensibiliser à la cybersécurité comme des éléments indispensables de son cadre de cybersécurité;	38. relève ***avec inquiétude*** qu'en 2023, le SEAE a enregistré plus de 29 623 cyberalertes via le système de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM) et qu'il a été confirmé que 92 d'entre elles concernaient des cyberattaques; constate que quatre cyberattaques ont eu une incidence sur les activités du SEAE et qu'une seule cyberattaque a eu des conséquences importantes; fait remarquer que le centre d'opérations de sécurité du SEAE est un acteur clé dans la gestion de la surveillance des menaces en temps réel et de l'identification des vulnérabilités des systèmes; ***demande au SEAE de*** continuer de considérer les actions visant à promouvoir la cyberdiscipline auprès des utilisateurs et à les sensibiliser à la cybersécurité comme des éléments indispensables de son cadre de cybersécurité;

Or. en

Amendement 92

Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution
Paragraphe 40

Proposition de résolution	*Amendement*
40. relève que la lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères est restée une priorité pour le SEAE en 2023; se félicite que la boîte à outils relative aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ait été approuvée par le Conseil européen en décembre 2023 sur la base des piliers que sont l'appréciation de la situation, le renforcement de la résilience, la réponse aux perturbations et les réponses diplomatiques; observe qu'en 2023, le SEAE a renforcé sa capacité d'analyse afin de recueillir des preuves de cas de manipulation de l'information et d'ingérence étrangères et d'élaborer des réponses au nombre croissant d'incidents et de menaces, en particulier dans la perspective des élections européennes de 2024; relève que le SEAE a également lancé de nouveaux projets phares visant à sensibiliser le public à la désinformation russe et à lutter contre celle-ci, tels que l'initiative EUvsDisinfo, qui a touché environ 20,3 millions de personnes en 2023, et à créer des partenariats durables pour lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères à l'échelle mondiale;	40. relève que la lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères est restée une priorité pour le SEAE en 2023; se félicite que la boîte à outils relative aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ait été approuvée par le Conseil européen en décembre 2023 sur la base des piliers que sont l'appréciation de la situation, le renforcement de la résilience, la réponse aux perturbations et les réponses diplomatiques; observe qu'en 2023, le SEAE a renforcé sa capacité d'analyse afin de recueillir des preuves de cas de manipulation de l'information et d'ingérence étrangères et d'élaborer des réponses au nombre croissant d'incidents et de menaces, en particulier dans la perspective des élections européennes de 2024; relève que le SEAE a également lancé de nouveaux projets phares visant à sensibiliser le public à la désinformation russe et à lutter contre celle-ci, tels que l'initiative EUvsDisinfo, qui a touché environ 20,3 millions de personnes en 2023, et à créer des partenariats durables pour lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères à l'échelle mondiale; ***invite le SEAE, en collaboration avec la Commission, à consacrer des ressources suffisantes pour lutter efficacement contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger; soutient l'engagement pris de mettre en place un «bouclier européen de la démocratie» pour détecter, suivre et supprimer les contenus en ligne trompeurs, améliorant ainsi la capacité de l'Union à lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères et renforçant son soutien à la protection des***

démocraties dans les pays tiers, en particulier dans le voisinage de l'Union; invite le SEAE et les délégations de l'Union dans les pays tiers à renforcer leurs capacités respectives de lutte contre la désinformation et la propagande liées à la PESC de l'Union;

Or. en

Amendement 93
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 40

Proposition de résolution	*Amendement*
40. relève que la lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères est restée une priorité pour le SEAE en 2023; se félicite que la boîte à outils relative aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ait été approuvée par le Conseil européen en décembre 2023 sur la base des piliers que sont l'appréciation de la situation, le renforcement de la résilience, la réponse aux perturbations et les réponses diplomatiques; observe qu'en 2023, le SEAE a renforcé sa capacité d'analyse afin de recueillir des preuves de cas de manipulation de l'information et d'ingérence étrangères et d'élaborer des réponses au nombre croissant d'incidents et de menaces, en particulier dans la perspective des élections européennes de 2024; relève que le SEAE a également lancé de nouveaux projets phares visant à sensibiliser le public à la désinformation russe et à lutter contre celle-ci, tels que l'initiative EUvsDisinfo, qui a touché environ 20,3 millions de personnes en 2023, et à créer des partenariats durables pour lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères à	40. relève que la lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères est restée une priorité pour le SEAE en 2023; se félicite que la boîte à outils relative aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger ait été approuvée par le Conseil européen en décembre 2023 sur la base des piliers que sont l'appréciation de la situation, le renforcement de la résilience, la réponse aux perturbations et les réponses diplomatiques; observe qu'en 2023, le SEAE a renforcé sa capacité d'analyse afin de recueillir des preuves de cas de manipulation de l'information et d'ingérence étrangères et d'élaborer des réponses au nombre croissant d'incidents et de menaces, en particulier dans la perspective des élections européennes de 2024; relève que le SEAE a également lancé de nouveaux projets phares visant à sensibiliser le public à la désinformation russe et à lutter contre celle-ci, tels que l'initiative EUvsDisinfo, qui a touché environ 20,3 millions de personnes en 2023, et à créer des partenariats durables pour lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères à l'échelle mondiale; ***invite le SEAE à***

l'échelle mondiale;	***intensifier ses efforts pour donner aux citoyens de toute l'Union les moyens de lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères;***

Or. en

Amendement 94
Damian Boeselager
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 40 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	40 bis. prie instamment le SEAE de renforcer le contrôle de la facilité européenne pour la paix (FEP) en mettant en place des évaluations contraignantes en matière de droits de l'homme pour toute assistance dans le domaine militaire et de la sécurité fournie au titre de la FEP, de manière à veiller au respect du droit humanitaire international et des normes de l'Union en matière de droits de l'homme;

Or. en

Amendement 95
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 41

Proposition de résolution	*Amendement*
41. relève qu'au cours de l'année 2023, la ligne budgétaire 3003 consacrée aux immeubles et aux frais accessoires a été renforcée de 19 millions d'EUR, mais que d'importants travaux d'entretien ont néanmoins été reportés; est préoccupé par le fait que l'accumulation des besoins en matière d'entretien et de sécurité pose des	41. relève qu'au cours de l'année 2023, la ligne budgétaire 3003 consacrée aux immeubles et aux frais accessoires a été renforcée de 19 millions d'EUR, mais que d'importants travaux d'entretien ont néanmoins été reportés; est ***vivement*** préoccupé par le fait que l'accumulation des besoins en matière d'entretien et de

difficultés importantes au SEAE en ce qui concerne la manière de gérer efficacement le réseau des délégations et de remplir son devoir de sollicitude à l'égard du personnel des délégations;	sécurité pose des difficultés importantes au SEAE en ce qui concerne la manière de gérer efficacement ***et en toute sécurité*** le réseau des délégations et de remplir son devoir de sollicitude à l'égard du personnel des délégations; ***demande au SEAE d'élaborer des plans d'urgence pluriannuels pour la sécurité et l'entretien des bâtiments;***

Or. en

Amendement 96
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 42

Proposition de résolution	*Amendement*
42. relève que le SEAE occupe et gère des biens immobiliers sur une surface d'environ 87 618 m² au siège du SEAE et de 379 300 m² ailleurs dans le monde, qui comprennent 174 immeubles de bureaux et 152 résidences pour les ambassadeurs; constate qu'en 2023, le SEAE a présenté à l'autorité budgétaire un document de travail exposant sa politique d'achat, dans le cadre de laquelle 22 % des immeubles de bureaux et 20 % des résidences pour les ambassadeurs ont jusqu'ici été acquis, qui vise une utilisation optimale des ressources;	42. relève que le SEAE occupe et gère des biens immobiliers sur une surface d'environ 87 618 m² au siège du SEAE et de 379 300 m² ailleurs dans le monde, qui comprennent 174 immeubles de bureaux et 152 résidences pour les ambassadeurs; constate qu'en 2023, le SEAE a présenté à l'autorité budgétaire un document de travail exposant sa politique d'achat, dans le cadre de laquelle 22 % des immeubles de bureaux et 20 % des résidences pour les ambassadeurs ont jusqu'ici été acquis, qui vise une utilisation optimale des ressources; ***rappelle qu'en 2023, les contribuables ont payé 69,3 millions d'EUR pour le loyer des immeubles de bureaux des délégations du SEAE et 15,1 millions d'EUR pour les résidences des chefs des délégations du SEAE; invite le SEAE à réduire progressivement le nombre de délégations à 20 (dans les 20 principaux pays partenaires commerciaux de l'Union dans son ensemble) d'ici à 2035;***

Or. en

Amendement 97
Dick Erixon, Charlie Weimers, Beatrice Timgren

Proposition de résolution
Paragraphe 43

Proposition de résolution	*Amendement*
43. relève que la politique d'achat de biens immobiliers pour les délégations de l'Union d'avril 2023 et le document de travail sur la politique immobilière du SEAE pour 2024 visent à parvenir à la solution à long terme la plus avantageuse pour le budget de l'Union; souligne qu'aucun de ces documents ne contient de propositions ayant trait à la réduction du nombre de délégations ***ou à la création*** de pôles régionaux; prie instamment le SEAE de ***tenir le Parlement informé de toute évolution future éventuelle en ce sens***;	43. relève que la politique d'achat de biens immobiliers pour les délégations de l'Union d'avril 2023 et le document de travail sur la politique immobilière du SEAE pour 2024 visent à parvenir à la solution à long terme la plus avantageuse pour le budget de l'Union; souligne qu'aucun de ces documents ne contient de propositions ***concrètes*** ayant trait à la réduction du nombre ***impressionnant*** de délégations***, de résidences pour les ambassadeurs ou*** de pôles régionaux; prie instamment le SEAE de ***présenter rapidement au Parlement un plan visant à réduire le nombre de délégations et de résidences d'ambassadeurs de plus de 100 à 20 (dans les 20 principaux pays partenaires commerciaux de l'Union dans son ensemble) d'ici à 2035***;

Or. en

Amendement 98
Pasquale Tridico

Proposition de résolution
Paragraphe 43 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	43 bis. invite le SEAE à continuer de doter son important réseau de délégations dans le monde entier d'effectifs suffisants afin d'améliorer sa capacité à dialoguer avec les pays tiers;

Or. en

Amendement 99
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 46

Proposition de résolution	*Amendement*
46. ***relève*** qu'en 2023, le SEAE ***a*** poursuivi la mise en œuvre du système de management environnemental et d'audit (EMAS/SME), notamment en créant un comité directeur «Environnement» et en adoptant une politique environnementale ainsi qu'une stratégie de communication pertinente qui souligne l'engagement du SEAE en faveur de la durabilité environnementale dans la gestion immobilière; fait observer que le comité directeur EMAS a travaillé sur de nouveaux objectifs en 2023, qui visent à réduire encore l'empreinte carbone d'ici à 2030; relève que les mesures approuvées comprennent une réduction de 35 % de la consommation de gaz naturel, une réduction de moitié de la consommation de papier et d'eau ainsi que de la production de déchets, une augmentation de la part des vols de courte à moyenne distance pour les missions en classe économique et une meilleure utilisation des marchés publics écologiques;	46. ***se félicite*** qu'en 2023, le SEAE ***ait*** poursuivi la mise en œuvre du système de management environnemental et d'audit (EMAS/SME), notamment en créant un comité directeur «Environnement» et en adoptant une politique environnementale ainsi qu'une stratégie de communication pertinente qui souligne l'engagement du SEAE en faveur de la durabilité environnementale dans la gestion immobilière; fait observer que le comité directeur EMAS a travaillé sur de nouveaux objectifs en 2023, qui visent à réduire encore l'empreinte carbone d'ici à 2030; relève que les mesures approuvées comprennent une réduction de 35 % de la consommation de gaz naturel, une réduction de moitié de la consommation de papier et d'eau ainsi que de la production de déchets, une augmentation de la part des vols de courte à moyenne distance pour les missions en classe économique et une meilleure utilisation des marchés publics écologiques;

Or. en

Amendement 100
Damian Boeselager
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 48 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	48 bis. demande au SEAE de fixer des objectifs clairs pour réduire son empreinte carbone et de publier des rapports annuels obligatoires d'impact sur

l'environnement portant sur l'efficacité énergétique, les marchés publics écologiques et les politiques de déplacement durable pour les missions du personnel et les engagements diplomatiques, y compris une clause obligatoire de durabilité dans tous les accords d'implantation commune;

Or. en

Amendement 101
Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 48 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	48 bis. invite l'institution à évaluer en quoi le cadre réglementaire du Parlement européen visant à éviter la corruption et la fraude a échoué et a permis la participation active de parlementaires européens à un réseau de type mafieux qui s'est livré à des actes de corruption et de blanchiment d'argent pendant plusieurs années sans être repéré;

Or. en

Amendement 102
Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 48 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	48 ter. invite l'institution à tirer des enseignements et des conclusions sur ses propres règles et procédures internes à la lumière de la révision du règlement intérieur et du code de conduite du Parlement réalisée en septembre 2023; recommande toutefois à l'institution de

réfléchir à des mesures supplémentaires et plus solides pour lutter contre la fraude et protéger pleinement les intérêts financiers de l'Union;

Or. en

Amendement 103
Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 48 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	48 quater. demande à l'institution d'adresser au Parlement européen et à sa commission du contrôle budgétaire des recommandations sur de nouveaux moyens de lutter contre les abus et les utilisations abusives des fonds de l'Union, en s'appuyant sur sa propre expérience institutionnelle et les enseignements tirés des affaires passées, et de partager les bonnes pratiques, puisqu'il a été prouvé que les intérêts financiers de l'Union européenne n'étaient pas bien protégés au Parlement, comme l'ont révélé l'affaire pénale et les enquêtes; estime que le Parlement pourrait bénéficier d'un regard neuf en la matière et de la contribution de l'institution;

Or. en

Amendement 104
Tamás Deutsch, Ondřej Knotek

Proposition de résolution
Paragraphe 48 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	48 quinquies. invite le SEAE à rendre publics les résultats des futures réformes et à les partager avec le Parlement

européen afin de veiller à ce que toute modification apportée soit substantielle et permanente et de garantir que les manuels scolaires respectent véritablement et pleinement les normes de l'Unesco en faveur de la paix et de la tolérance;

Or. en

Amendement 105
Damian Boeselager
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 50 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	50 bis. invite le SEAE à institutionnaliser la coopération structurée avec le Parquet européen et l'OLAF et à mettre ainsi en place des mécanismes systématiques de détection de la fraude pour le financement de l'action extérieure de l'Union, en particulier dans les zones de conflit à haut risque et les États fragiles;

Or. en

Amendement 106
Csaba Molnár, Claudiu Manda, Eero Heinäluoma

Proposition de résolution
Paragraphe 50 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	50 bis. se félicite de l'excellente coopération du SEAE avec l'OLAF, le Parquet européen, la Cour et le CEPD, qui s'est traduite par des réunions et des échanges d'informations réguliers; prend acte de la conclusion d'accords de travail spécifiques en juin 2024;

Or. en

Amendement 107
Pasquale Tridico

Proposition de résolution
Paragraphe 51

Proposition de résolution	*Amendement*
51. relève que, dans son budget 2023, le SEAE a affecté 990,5 millions d'EUR à un projet pilote qui vise à instituer l'Académie diplomatique européenne, dans le cadre duquel 50 jeunes diplomates des États membres et des institutions de l'Union seront formés aux politiques étrangères et de sécurité de l'Union dans le but de créer un véritable corps diplomatique de l'Union chargé de promouvoir la politique étrangère et les intérêts extérieurs de l'Union;	51. relève que, dans son budget 2023, le SEAE a affecté 990,5 millions d'EUR à un projet pilote qui vise à instituer l'Académie diplomatique européenne, dans le cadre duquel 50 jeunes diplomates des États membres et des institutions de l'Union seront formés aux politiques étrangères et de sécurité de l'Union dans le but de créer un véritable corps diplomatique de l'Union chargé de promouvoir la politique étrangère et les intérêts extérieurs de l'Union; ***encourage cette initiative, qui constitue un pas vers le développement d'un corps diplomatique européen cohérent et bien formé, capable de représenter et de défendre efficacement les valeurs et les intérêts de l'Union sur la scène mondiale;***

Or. en

Amendement 108
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution
Paragraphe 51

Proposition de résolution	*Amendement*
51. relève que, dans son budget 2023, le SEAE a affecté 990,5 millions d'EUR à un projet pilote qui vise à instituer l'Académie diplomatique européenne, dans le cadre duquel 50 jeunes diplomates des États membres et des institutions de l'Union seront formés aux politiques	51. relève que, dans son budget 2023, le SEAE a affecté 990,5 millions d'EUR à un projet pilote qui vise à instituer l'Académie diplomatique européenne, dans le cadre duquel 50 jeunes diplomates des États membres et des institutions de l'Union seront formés aux politiques

étrangères et de sécurité de l’Union dans le but de créer un véritable corps diplomatique de l’Union chargé de promouvoir la politique étrangère et les intérêts extérieurs de l’Union;

étrangères et de sécurité de l’Union dans le but de créer un véritable corps diplomatique de l’Union chargé de promouvoir la politique étrangère et les intérêts extérieurs de l’Union; ***souligne la nécessité d’améliorer la visibilité de l’Académie diplomatique européenne dans tous les États membres et de renforcer son rôle et ses capacités;***

Or. en

Amendement 109
Vlad Vasile-Voiculescu, Olivier Chastel, Michal Wiezik, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 51

Proposition de résolution	*Amendement*
51. relève que, dans son budget 2023, le SEAE a affecté 990,5 millions d’EUR à un projet pilote qui vise à instituer l’Académie diplomatique européenne, dans le cadre duquel 50 jeunes diplomates des États membres et des institutions de l’Union seront formés aux politiques étrangères et de sécurité de l’Union dans le but de créer un véritable corps diplomatique de l’Union chargé de promouvoir la politique étrangère et les intérêts extérieurs de l’Union;	51. relève que, dans son budget 2023, le SEAE a affecté 990,5 millions d’EUR à un projet pilote qui vise à instituer l’Académie diplomatique européenne, dans le cadre duquel 50 jeunes diplomates des États membres et des institutions de l’Union seront formés aux politiques étrangères et de sécurité de l’Union dans le but de créer un véritable corps diplomatique de l’Union chargé de promouvoir la politique étrangère et les intérêts extérieurs de l’Union; ***demande que le Parlement reçoive de plus amples informations sur les coûts supportés pour les 50 participants ainsi que sur les fonds non dépensés;***

Or. en

Amendement 110
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 51

Proposition de résolution	*Amendement*
51. relève que, dans son budget 2023, le SEAE a affecté 990,5 millions d'EUR à un projet pilote qui vise à instituer l'Académie diplomatique européenne, dans le cadre duquel 50 jeunes diplomates des États membres et des institutions de l'Union seront formés aux politiques étrangères et de sécurité de l'Union dans le but de créer un véritable corps diplomatique de l'Union chargé de promouvoir la politique étrangère et les intérêts extérieurs de l'Union;	51. relève que, dans son budget 2023, le SEAE a affecté ***le chiffre astronomique de*** 990,5 millions d'EUR à un projet pilote qui vise à instituer l'Académie diplomatique européenne, dans le cadre duquel 50 jeunes diplomates des États membres et des institutions de l'Union seront formés aux politiques étrangères et de sécurité de l'Union dans le but de créer un véritable corps diplomatique de l'Union chargé de promouvoir la politique étrangère et les intérêts extérieurs de l'Union;

Or. fr

Amendement 111
Bert-Jan Ruissen

Proposition de résolution
Paragraphe 53 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	53 bis. fait observer l'augmentation des violations de la liberté de religion dans le monde entier; invite le SEAE à doter son personnel de moyens suffisants à cet égard (y compris au moyen de formations) dans les pays où la liberté de religion n'existe pas ou dans lesquels elle est menacée, en vue d'engager un dialogue à ce sujet avec les autorités compétentes à tous les niveaux dans les pays où la liberté de religion est violée et d'en faire un élément essentiel de son action extérieure;

Or. nl

Amendement 112
Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 53 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	53 bis. demande à l'institution de s'abstenir de promouvoir, de diffuser et de soutenir l'idéologie du genre et l'idéologie woke et l'appelle à observer le traité et ses dispositions ainsi qu'à respecter les identités nationales des États membres, inhérentes à leurs structures fondamentales, à leur histoire, à leur religion et à leurs traditions;

Or. en

Amendement 113
Andrey Kovatchev, Tomáš Zdechovský, Niclas Herbst

Proposition de résolution
Paragraphe 54

Proposition de résolution	*Amendement*
54. observe que, dans le cadre de ses activités de communication, le SEAE s'efforce d'atteindre le grand public au travers de manifestations publiques et de journées portes ouvertes et en accueillant des groupes de visiteurs; relève qu'en 2023, le SEAE a lancé plusieurs campagnes de communication thématiques via différents canaux sur le soutien à l'Ukraine, les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et le respect des valeurs de l'Union; note qu'en 2023, le SEAE a consolidé sa présence sur les réseaux sociaux et augmenté son nombre d'abonnés de 41,5 % sur LinkedIn, de 13,8 % sur Instagram, de 5,4 % sur Twitter et de 4,7 % sur Facebook;	54. observe que, dans le cadre de ses activités de communication, le SEAE s'efforce d'atteindre le grand public au travers de manifestations publiques et de journées portes ouvertes et en accueillant des groupes de visiteurs; relève qu'en 2023, le SEAE a lancé plusieurs campagnes de communication thématiques via différents canaux sur le soutien à l'Ukraine, les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et le respect des valeurs de l'Union; note qu'en 2023, le SEAE a consolidé sa présence sur les réseaux sociaux et augmenté son nombre d'abonnés de 41,5 % sur LinkedIn, de 13,8 % sur Instagram, de 5,4 % sur Twitter et de 4,7 % sur Facebook; ***prie instamment le SEAE d'améliorer sa communication sur les politiques de l'Union auprès des citoyens des pays tiers et d'intensifier les efforts de coordination visant à accroître la visibilité des projets financés par l'Union, en particulier dans les pays candidats, afin de contrer les tentatives d'acteurs***

malveillants de saper les efforts de l'Union;

Or. en

Amendement 114
Tomáš Zdechovský

Proposition de résolution
Paragraphe 54

Proposition de résolution	*Amendement*
54. observe que, dans le cadre de ses activités de communication, le SEAE s'efforce d'atteindre le grand public au travers de manifestations publiques et de journées portes ouvertes et en accueillant des groupes de visiteurs; relève qu'en 2023, le SEAE a lancé plusieurs campagnes de communication thématiques via différents canaux sur le soutien à l'Ukraine, les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et le respect des valeurs de l'Union; note qu'en 2023, le SEAE a consolidé sa présence sur les réseaux sociaux et augmenté son nombre d'abonnés de 41,5 % sur LinkedIn, de 13,8 % sur Instagram, de 5,4 % sur Twitter et de 4,7 % sur Facebook;	54. observe que, dans le cadre de ses activités de communication, le SEAE s'efforce d'atteindre le grand public au travers de manifestations publiques et de journées portes ouvertes et en accueillant des groupes de visiteurs; relève qu'en 2023, le SEAE a lancé plusieurs campagnes de communication thématiques via différents canaux sur le soutien à l'Ukraine, les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et le respect des valeurs de l'Union; ***se félicite que l'Ukraine soit restée une priorité absolue du SEAE;*** note qu'en 2023, le SEAE a consolidé sa présence sur les réseaux sociaux et augmenté son nombre d'abonnés de 41,5 % sur LinkedIn, de 13,8 % sur Instagram, de 5,4 % sur Twitter et de 4,7 % sur Facebook;

Or. en

Amendement 115
Virginie Joron, Tamás Deutsch

Proposition de résolution
Paragraphe 55

Proposition de résolution	*Amendement*
55. ***se félicite de la participation*** du SEAE à la campagne de communication	55. ***regrette l'interférence*** du SEAE à la campagne de communication

institutionnelle du Parlement pour les élections européennes de 2024, en particulier la campagne d'information ciblant les 25 à 30 millions de citoyens européens qui vivent dans des pays tiers sur les possibilités de vote aux élections européennes, notamment par l'intermédiaire du réseau des délégations; relève que 11 millions de destinataires ont bénéficié de cette campagne, qui comportait notamment 26 campagnes vidéo et plus de 2 000 publications sur les réseaux sociaux;	institutionnelle du Parlement pour les élections européennes de 2024, en particulier la campagne d'information ciblant les 25 à 30 millions de citoyens européens qui vivent dans des pays tiers sur les possibilités de vote aux élections européennes, notamment par l'intermédiaire du réseau des délégations; relève que 11 millions de destinataires ont bénéficié de cette campagne, qui comportait notamment 26 campagnes vidéo et plus de 2 000 publications sur les réseaux sociaux;

Or. fr